



**Ce que nous
avons réalisé
pour les enfants**

Rapport annuel 2017



Terre des hommes

Aide à l'enfance.



Terre des Hommes

International Federation

La Fondation Terre des hommes (Tdh) est membre de la Fédération Internationale Terre des Hommes, qui regroupe les organisations homonymes en Suisse et dans d'autres pays. La Fédération mène un travail de plaidoyer au niveau international, européen et auprès des instances des Nations Unies.



La Fondation Terre des hommes (Tdh) est reconnue d'utilité publique par ZEW. Tdh souscrit aux directives de bonne gouvernance selon le Swiss NPO Code www.swiss-npocode.ch

Rédaction et réalisation

Resp. édition : Cécile Kirwan. Rédaction : Sara Sahli, Tatjana Aebli, Isabel Zbinden, Lisa Flückiger, Ivana Goretta. Réalisation, mise en page et iconographie : Angélique Bühlmann, Kathrina Frank.

Les résultats présentés dans ce rapport annuel ne sont pas exhaustifs. Les chiffres et projets présentés sont à titre d'exemple. Les prénoms marqués d'un astérisque (*) sont des prénoms d'emprunt.

Traductions

Allemand : Barbara Staub
Anglais : Rhonda Campbell
Français : Laura Blaser-Grossen, David Malenfant

Photos

Les photos sont l'œuvre de photographes professionnels, de bénévoles et d'employés de Terre des hommes. Nous les remercions vivement !

Internet

Le présent rapport d'activité est disponible en version électronique, en français, allemand et anglais sur www.tdh.ch/rapport-annuel

Un résumé – imprimé en français, allemand, anglais et italien – est disponible sur demande par e-mail (donorcare@tdh.ch) ou téléphone (+41 58 611 06 11).

Impression

Préresse, Images 3 SA, Lausanne
Imprimerie Baudat SA, Papier recyclé et blanchi sans chlore
© Terre des hommes - 2018



La Fondation Terre des hommes – sous l'ombrelle de la Fédération Internationale Terre des Hommes – est certifiée Niveau 1 par Keeping Children Safe, une organisation indépendante qui analyse et contrôle les procédures mises en place par les ONG pour garantir la protection des enfants avec lesquels elles travaillent.

Rejoignez-nous sur

- www.tdh.ch
- www.facebook.com/tdh.ch
- www.twitter.com/tdh_ch
- www.instagram.com/tdh_ch
- www.linkedin.com/company/terre-des-hommes-foundation



Siège | Hauptsitz | Sede | Headquarters
Avenue de Montchoisi 15, CH-1006 Lausanne
T +41 58 611 06 66, F +41 58 611 06 77
E-mail : info@tdh.ch, CCP : 10-11504-8

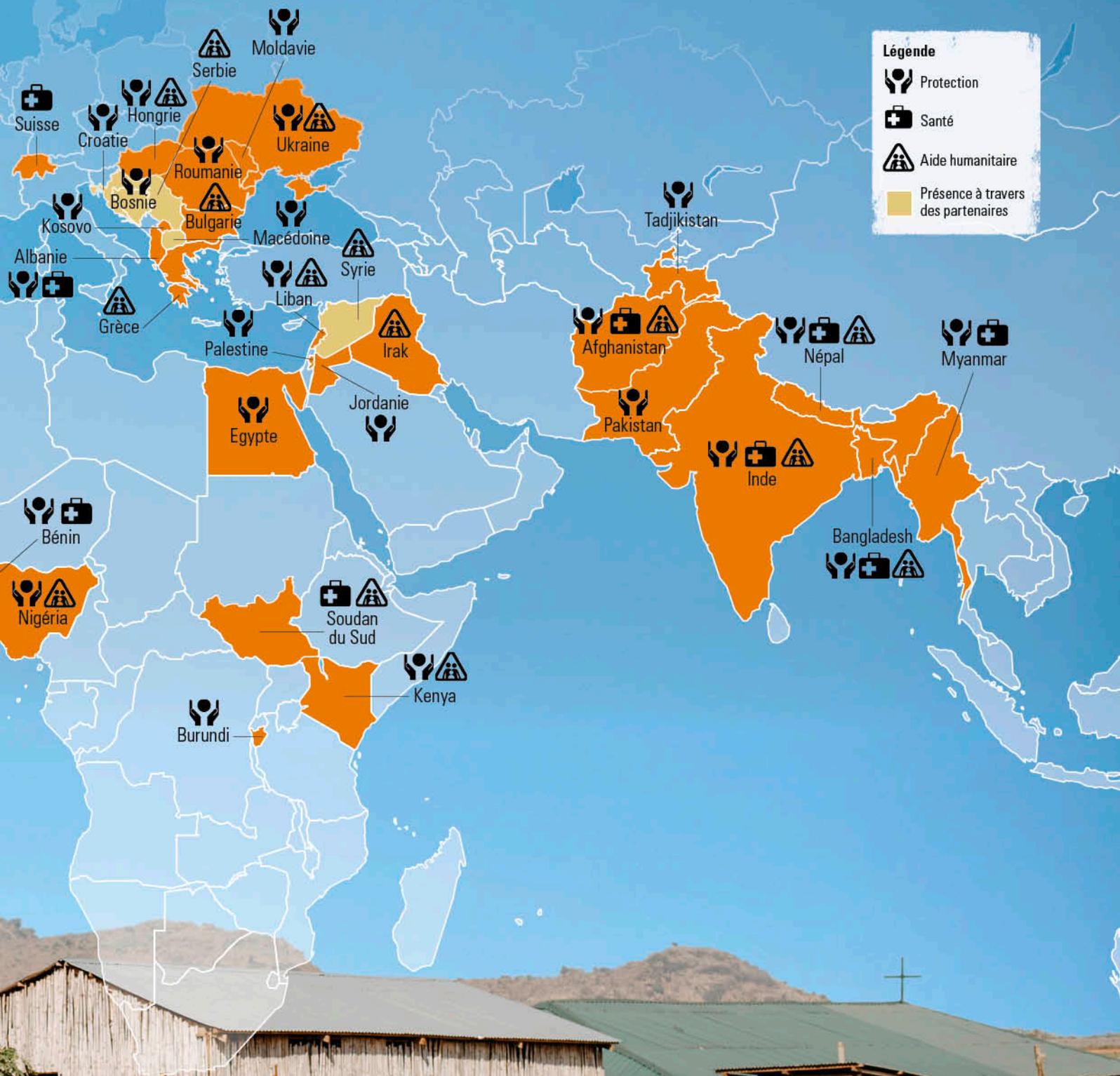


Sommaire

 Notre engagement dans le monde en 2017	4	 Bénévoles et ambassadeurs	34
 Editorial : Plus d'un million d'enfants et leurs proches soutenus dans les crises humanitaires	7	 Gestion des risques et redevabilité	36
 Nos succès en 2017	8	 Nos projets en 2017	39
 Aide humanitaire	10	 Rapport financier	40
 Protection de l'enfance	16	 Conseil de fondation et direction	52
 Protection des enfants migrants	18	 Remerciements	53
 Lutte contre l'exploitation des enfants	20		
 Accès à la justice pour les enfants	22		
 Santé	24		
 Santé mère-enfant	26		
 Soins spécialisés	28		
 Promotion des droits de l'enfant	30		

Notre engagement dans le monde en 2017







أحرف الهجاء
English Letters

Te
الله

من هنا
تبدأ

Plus d'un million d'enfants et leurs proches soutenus dans les crises humanitaires

Les enfants n'ont jamais autant été victimes des guerres dans le monde : en 2017, ils étaient 357 millions à vivre dans une zone de conflit. Concrètement, cela veut dire qu'un enfant sur six a été privé d'école, a vu son environnement dévasté ou son foyer détruit, a été blessé, a subi des atrocités ou en a été témoin, ou a perdu des proches. Des scènes choquantes qui ont trop souvent marqué l'actualité mondiale l'année passée.

Ces chiffres alarmants, ces images terribles soulignent l'impact des conflits armés sur les enfants et mettent en lumière la nécessité absolue et l'urgence de leur venir en aide et de les protéger. Pour la première fois dans l'histoire de Terre des hommes, en 2017, nos équipes ont soutenu plus d'un million de personnes vulnérables dans les crises humanitaires, soit le tiers des 3,1 millions de personnes que nous avons aidées pendant cette période.

Nos collaboratrices et collaborateurs ont secouru les enfants là où ils en avaient le plus besoin : au plus près des lignes de front, comme en Irak ou au Nigéria, ou au cœur des conflits oubliés, à l'exemple de l'Ukraine, ou encore sur la route de l'exil et dans les camps de réfugiés, parmi les millions de Syriens, Rohingyas ou Somaliens qui ont tenté d'échapper aux violences. Nous étions aux côtés de ces enfants et de leurs familles pour répondre à leurs besoins vitaux, les protéger, prendre soin d'eux et les aider à guérir de leurs traumatismes psychologiques.

Nous étions là également pour les enfants lorsque ces conflits ont entraîné d'autres catastrophes, en laissant des famines dans leur sillage, comme au Soudan du Sud où les champs autrefois fertiles sont devenus des terrains de guerre. Nous y avons soutenu près de 4000 familles, privées d'accès à la nourriture et menacées de malnutrition. Et ceci n'est qu'un exemple parmi les trop nombreux cas où les affrontements ont provoqué ou aggravé des crises alimentaires.

S'il est essentiel de traiter les symptômes des conflits, notre mission pour aider les enfants vulnérables se poursuit également dans le domaine de l'aide au développement, en nous concentrant sur la santé mère-enfant, ainsi que sur la protection des enfants qui travaillent, qui migrent, qui sont en conflit avec la loi ou qui luttent pour faire reconnaître leurs droits. Dans chacun de ces domaines, nous agissons aux niveaux local, régional et international pour trouver les solutions les plus innovantes aux défis auxquels les enfants font face, comme par exemple au Burkina Faso. Dans ce pays qui manque cruellement de médecins, notre application leDA (*Integrated e-Diagnostic Approach*) sur tablettes électroniques, mise à disposition des soignants dans les centres de santé primaires, a permis d'améliorer significativement la qualité des diagnostics et des traitements lors de près de deux millions de consultations d'enfants.

Depuis bientôt 60 ans, Terre des hommes ne cesse de renforcer son expérience et son expertise d'aide à l'enfance, dans les domaines de la santé mère-enfant, de la protection et de l'aide humanitaire. C'est grâce à ces fondements solides ainsi qu'au formidable engagement de nos collaboratrices et collaborateurs, salariés et bénévoles, qu'en 2017 nous avons fait la différence dans la vie de 3,1 millions d'enfants et leurs proches, dans 48 pays d'intervention, contribuant ainsi aux objectifs de développement durable de l'Agenda 2030 adopté par la communauté internationale.

A l'heure où les enfants payent le plus lourd tribut de l'histoire à la folie et la violence des hommes, et où les fonds de solidarité deviennent de plus en plus incertains, nous avons plus que jamais besoin de soutien pour pouvoir continuer inlassablement à apporter notre aide aux enfants les plus vulnérables. Parce que chaque enfant dans le monde a le droit d'être un enfant, tout simplement.

Lausanne, le 27 avril 2018



Beat Mumenthaler
Président du Conseil de fondation
de Terre des hommes



Vito Angelillo
Directeur général
de Terre des hommes

Nos succès en 2017

En 2017, Terre des hommes (Tdh) est venue en aide à plus de trois millions d'enfants et leurs proches dans 48 pays à travers le monde. Nos projets en protection, santé et aide humanitaire ont amélioré le quotidien et l'avenir des plus démunis.



3,1 millions
d'enfants et leurs
proches aidés



160'000
professionnels formés
à la protection de
l'enfance
(p.17)



Nigéria
nouvelle intervention
d'aide humanitaire
(p.11)



Premier FabLab
humanitaire ouvert
en Grèce
(p.15)



1 million
d'enfants et proches
aidés dans les crises
humanitaires
(p.10)





31'000

enfants et leurs proches
ont eu accès
à l'eau potable
(p.25)



1,2 million

d'enfants ont reçu des
prestations de santé
(p.25)



1 million

d'enfants consultés avec
leDA depuis 2014, une
application numérique
d'aide au diagnostic
(p.26)



Diplôme d'études

en justice juvénile lancé
par Terre des hommes
(p.22)



130'000

enfants migrants
ont été protégés par
nos équipes
(p.18)



Distinction

reçue pour nos projets
d'aide psychologique et
sociale par le sport
(p.17)



102 millions

de francs de recettes
(p.40)



80'000

heures de travail
bénévole
(p.34)



Aide humanitaire

Les enfants sont les premières victimes des catastrophes naturelles et des guerres qui embrasent de nombreux pays, les privant de la satisfaction de leurs besoins les plus élémentaires. Un tiers des 200 millions de personnes affectées chaque année par les catastrophes naturelles sont des enfants, selon l'ONU. Ils étaient plus de 357 millions à vivre dans des zones de guerre en 2017, soit un enfant sur six^[1], ce qui représente une augmentation de 75% depuis le début des années 1990.

La durée des conflits, ainsi que la concentration des violences sur des zones urbaines rendent les effets sur les enfants et leurs familles encore plus dévastateurs. Une enquête française sur les conflits armés^[2] relève en effet que les guerres se déroulent de plus en plus dans des contextes urbains, exposant davantage les civils et détruisant leurs habitations, les infrastructures hospitalières et les écoles.

Ces évolutions inquiétantes vont de pair avec une dégradation constante du respect du droit international humanitaire. Les familles tout comme les travailleurs humanitaires qui viennent à leur secours sont pris pour cibles, rendant l'accès aux zones touchées de plus en plus difficile. Plus de 4000 d'entre eux ont été victimes d'attaques majeures ces 20 dernières années^[3].

^[1] Rapport *The War on Children*, Save the children, 2018

^[2] Institut de Relations Internationales et Stratégiques, 2017

^[3] *Aid Worker Security Report*, 2017

Pour la première fois dans notre histoire, nos projets dans le cadre des crises humanitaires ont dépassé le million de bénéficiaires. Destructures, malnutrition, épidémies, détresse psychologique : parce que les conséquences des crises humanitaires pour les enfants sont multiples, la force de notre action dans les situations d'urgence réside dans notre approche multisectorielle. Trois exemples.

Irak : biens de première nécessité et protection

En Irak, nous avons distribué des biens de première nécessité à 39'000 familles forcées de fuir les combats entre les forces irakiennes et le groupe Etat islamique. Nos neuf espaces d'accueil dédiés aux enfants ont permis à 13'000 d'entre eux de se remettre de leur stress psychologique. Première organisation internationale d'aide à l'enfance à soutenir les familles près de la ligne de front, Tdh est aussi là pour les soutenir dans leur retour. La fin proclamée de la guerre contre l'Etat islamique à la fin 2017 n'a pas sonné celle des besoins humanitaires pour les familles : beaucoup d'entre elles ont retrouvé leur maison en ruines. Leur offrir un toit est l'un de nos plus grands défis pour 2018.



Nigéria : accès à l'eau, à l'hygiène et à la santé

Au plus près des zones de combats au Nigéria, Tdh a lancé une aide d'urgence au nord-est du pays, là où les besoins sont les plus criants. Nous avons soutenu 5300 enfants, les aidant à se reconstruire après les attaques de Boko Haram. La violence déclenchée par le groupe terroriste a contraint 1,7 million de Nigériens à fuir leurs villages. Face aux nombreux cas de malnutrition et de choléra, nos projets se sont concentrés sur la prévention des maladies en améliorant les conditions sanitaires. En 2017, nous avons installé des points de lavage des mains, organisé des sessions de sensibilisation à l'hygiène et maintenu les structures sanitaires pour plus de 26'000 personnes. Nous avons aussi procuré des soins à 1100 enfants malnutris.



Grèce : logement et intégration

Résilience. Du latin *resilire* et *salire*, rebondir et surmonter. C'est le défi des milliers de victimes de crises qui s'éternisent : de nombreux enfants naissent et grandissent en exil. Des générations de réfugiés se retrouvent dans des situations d'extrême précarité, comme en Grèce, où Tdh a offert des solutions de logement à 120 personnes, dans 30 appartements destinés à des familles vulnérables en alternative aux camps de réfugiés. Nous avons également donné la possibilité de suivre une éducation informelle à 360 jeunes pour les soutenir dans leur intégration, et mis en place un projet innovant pour développer leurs compétences (lire page 15).



Protéger les enfants réfugiés somaliens au Kenya

En 2017, Terre des hommes a apporté une aide significative à près de 4000 enfants somaliens dans le camp de Hagadera, proche de la ville de Dadaab, à l'est du Kenya. Des générations de réfugiés y vivent depuis que la guerre civile a éclaté en Somalie, il y a 27 ans. Beaucoup d'entre eux ne sont pas scolarisés et l'insécurité expose les enfants aux violences et abus sexuels. Nos activités psychologiques et sociales ont aussi soutenu plus de 2500 enfants revenus de leur tentative de retour en Somalie – incités par le gouvernement kenyan qui souhaitait fermer les camps de réfugiés autour de la ville de Dadaab alors que le pays était toujours en proie à la guerre civile.

Sauver les enfants Rohingyas à Cox's Bazar

C'est l'une des crises humanitaires majeures de 2017. Fin août, une nouvelle vague de violence à l'encontre de la minorité Rohingya a éclaté dans l'Etat de Rakhine, au Myanmar. Ces exactions ont poussé plus de 600'000 personnes à traverser la frontière pour se réfugier au Bangladesh, dans la région de Cox's Bazar, rejoignant ainsi 220'000 autres réfugiés déjà installés.

Une équipe d'urgence de Tdh a été déployée pour sauver des vies l'année passée. Forts d'une expérience de plus de 40 ans au Bangladesh – Tdh mène des projets de santé dans les régions nord et sud du pays – nous avons mis en place des activités de santé maternelle et infantile, de prévention et traitement de la malnutrition, d'hygiène et d'assainissement, et enfin des activités psychosociales auprès des enfants les plus affectés par le conflit.

A Cox's Bazar, nous avons par exemple formé des volontaires pour qu'ils identifient les cas de malnutrition chez les enfants et les femmes enceintes ou allaitantes. Ces Rohingyas, qui habitaient eux-mêmes dans le camp de Kutupalong, ont pu informer les familles dans leur langue. Au total, 2100 personnes ont reçu des soins contre la malnutrition. Nous avons également offert un soutien psychologique et social à 950 enfants. Plus de la moitié des 820'000 personnes qui peuplaient les camps à la fin de l'année étaient des enfants, dont 140'000 de moins de cinq ans.



Prochain défi: se préparer à la saison des pluies

La situation des Rohingyas pourrait encore s'empirer en 2018. La saison des pluies qui commence en mars et culmine pendant l'été avec la mousson et de possibles cyclones s'annonce comme une véritable catastrophe. Les inondations menacent à présent un demi-million d'enfants des camps en augmentant l'insalubrité et la propagation de maladies, telles que la dysenterie, les diarrhées aiguës et la diphtérie. Nos activités en matière d'hygiène, d'assainissement et d'accès à l'eau permettront de prévenir les risques de maladies auprès de 50'000 personnes.

Soudan du Sud : l'agriculture urbaine pour survivre au siège

A Yei, au Soudan du Sud, la malnutrition n'est pas le fait de l'aridité ou de mauvaises récoltes, mais de la guerre civile qui embrase le pays depuis 2013. Plus de 200'000 personnes, dont 15% d'enfants, y étaient en état de malnutrition aigüe en 2017. Ce conflit a plongé le plus jeune Etat du monde dans une grave crise alimentaire.

Au Soudan du Sud, nous avons pu améliorer les moyens de subsistance de 4000 familles (plus de 24'000 personnes) grâce à notre projet d'agriculture urbaine et nos activités de *cash for work* dans la ville assiégée de Yei en 2017. Nous avons distribué des semences et des outils agricoles à 2000 familles (12'000 personnes) particulièrement vulnérables à Yei. Des femmes seules avec des enfants et des déplacés internes ont ainsi pu trouver un moyen de subsistance. Nous les avons aussi formés aux techniques de culture et de stockage. L'agriculture urbaine aide à subsister dans les situations de siège : *« Les forces gouvernementales ont isolé Yei, une ville de 50'000 habitants, à la fin de l'année 2016, déclarant que toute personne en dehors d'un périmètre dit "de sécurité" de 2,5 km serait considérée comme soutenant les rebelles »*, décrit Cynthia Winkelmann, chargée de programmes de la division Aide humanitaire de Tdh.

« Avec environ dix grammes de semences, on peut faire germer des milliers de plants de tomates. »

Cynthia Winkelmann, chargée de programmes de la division Aide humanitaire de Tdh

Diversification alimentaire

Nos équipes ont lancé ce projet en collaboration avec une autre ONG suisse, l'EPER, déjà présente dans la région depuis une trentaine d'années, en partenariat avec une organisation locale spécialisée dans l'agriculture.

Le choix s'est porté sur des tomates pour amener une certaine diversité dans l'alimentation des habitants de la région. Les jardins comptent aussi des aubergines, des choux, des okras et des oignons. *« Une alimentation suffisante, mais surtout variée est essentielle »*, explique Martin Morand, responsable des opérations pour le Soudan du Sud. *« Particulièrement pour les mères et leurs enfants pendant les 1000 premiers jours de vie, c'est-à-dire de la conception aux premières années de l'enfant. Des carences peuvent affaiblir l'enfant face aux maladies et nuire à son développement. »*



Ukraine : aux côtés des enfants dans les zones de guerre

Voilà quatre ans que le conflit à l'est de l'Ukraine a commencé. En 2017, la crise touchait 4,4 millions de personnes. Les enfants sont les premières victimes dans la guerre oubliée de l'Europe. Plus de 54'000 d'entre eux vivent dans des zones où le bruit des tirs et des bombes fait partie de leur quotidien.

D'après le rapport 2017 de l'Unicef *Children of the contact line in East Ukraine*, la détresse psychologique chez les enfants reste l'un des principaux problèmes à l'est de l'Ukraine. Des milliers d'enfants vivent dans des endroits bombardés tous les mois ou toutes les semaines. Parmi eux, des centaines sont obligés de passer beaucoup de temps dans des abris de fortune. Nous soutenons les enfants et les jeunes avec des activités psychosociales depuis 2015.

L'année passée, nous avons mis en place des espaces dédiés aux enfants dans 75 écoles et cinq lycées professionnels de la région de Luhansk, proche de la ligne de contact. Ces espaces sont aménagés avec des jeux de société, des livres ainsi que du matériel pour jouer, entreprendre des travaux créatifs et faire du sport. Tdh a aussi formé 240 enseignants qui ont réalisé des activités récréatives avec plus de 7000 enfants en 2017. Dans un contexte de crise prolongée, ces activités et ces espaces jouent un rôle essentiel pour les enfants. Cela les aide à relâcher la tension et à réduire les sentiments de peur, d'isolement et de dépression. En renforçant leurs ressources intérieures et en améliorant leur environnement, nous leur garantissons une meilleure protection.

« J'ai choisi de revenir en Ukraine après le début de la guerre au Donbass, ma région d'origine. Même si par moments ma vie était en danger, comme lorsque les balles ricochaient près de mes jambes, je suis resté dévoué à ma mission. »

Nikita Kovchuga, spécialiste en protection de l'enfance de Tdh en Ukraine



Le FabLab, un espace d'innovation pour les jeunes bloqués en Grèce

L'année dernière, plus de 60'000 réfugiés se trouvaient bloqués en Grèce suite à la fermeture de la route des Balkans en 2016. Dépourvus de réelles perspectives d'avenir, de nombreux jeunes ne pouvaient pas mettre à profit leur énergie et leur créativité. Pour répondre à ce besoin, notre centre communautaire de Ioannina, en Grèce, leur a offert un lieu protecteur où développer des compétences pratiques dans le domaine du numérique: le FabLab.

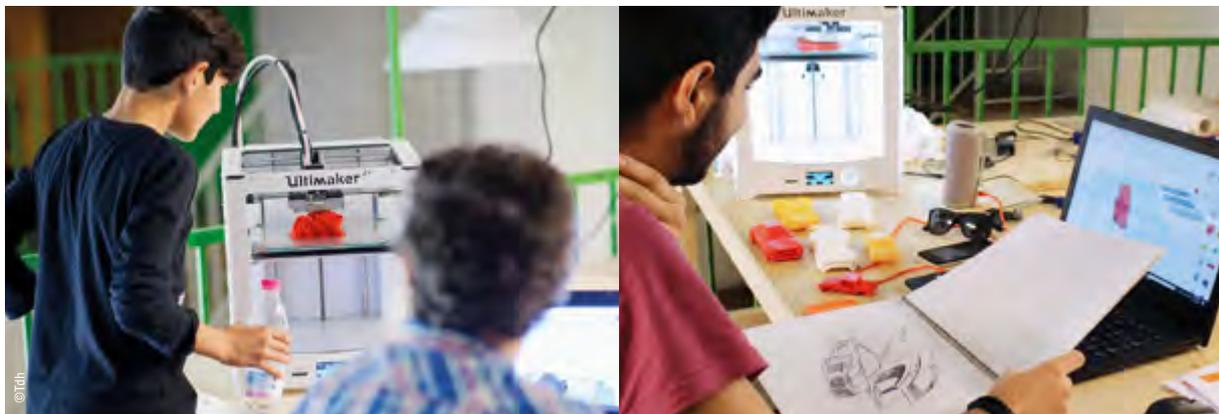
A titre d'expérience pilote et en collaboration avec le Global Humanitarian Lab (GHL), Tdh a mis en place en 2017 son premier FabLab humanitaire destiné aux réfugiés en Grèce. Contraction du terme anglais *Fabrication Laboratory* (laboratoire de fabrication), le FabLab est un atelier participatif où l'on peut accéder à des outils technologiques, comme par exemple une imprimante 3D.

Le FabLab a pu offrir un espace d'innovation ouvert à la fois aux réfugiés et à la communauté locale. Plus de la moitié des visiteurs sont des femmes, une inclusion qui répond aux objectifs d'égalité entre les genres, et 8% des visiteurs sont issus de la communauté locale.

« Je rêve de devenir concepteur automobile. Grâce au FabLab, j'ai créé un modèle de voiture que l'imprimante 3D a produit en 39 heures. »

Yazan, 18 ans, réfugié syrien en Grèce

Des ateliers ont été offerts sur une base régulière pour permettre aux utilisateurs d'améliorer leurs connaissances et de réaliser leurs propres projets et conceptions. Les jeunes y ont acquis un savoir-faire, augmentant leurs chances de trouver un emploi. Plus de 3800 visites ont été enregistrées l'année passée.



Ce projet pilote a été mis en œuvre avec succès et Tdh le reproduira très prochainement dans d'autres contextes :



A Gaza : pour contribuer à la réintégration sociale des enfants en conflit avec la loi et à titre de mesure préventive pour les jeunes à risque. A terme, et en cas de succès, cet espace pourrait être considéré par les autorités comme une solution alternative à la détention des enfants.



Au Burkina Faso : pour fournir aux enfants, exploités dans les mines d'or ou en tant que domestiques, un lieu où ils seront protégés et où ils pourront développer leurs compétences afin de leur permettre, potentiellement, de reprendre l'école.

D'autres projets sont prévus en Europe de l'Est (Ukraine, Roumanie) ainsi qu'au Kenya.



Protection de l'enfance

L'extrême précarité et les situations de migration représentent des enjeux majeurs pour la protection de l'enfance. La pauvreté et les guerres poussent en effet de nombreux enfants dans le monde à quitter leur foyer : ils étaient 50 millions en 2017. La route de la migration est parsemée de nombreux périls pour les enfants, souvent cibles de la violence et de l'exploitation.

Les droits des enfants à la santé, à l'éducation et à la justice, ainsi que le respect de leur intérêt supérieur sont souvent bafoués. Par exemple, 152 millions d'enfants travaillent dans le monde, et près de la moitié dans des conditions menaçant leur bien-être. Bien que le nombre d'enfants forcés à travailler a diminué de 94 millions depuis 2000, le problème demeure un grave sujet de préoccupation. L'accès à la justice, tant pour les victimes que pour les infracteurs, reste un défi majeur avec plus d'un million d'enfants dans le monde privés de liberté. Lorsqu'ils sont issus de la migration, défendre leurs droits représente un défi supplémentaire : souvent démunis à leur arrivée dans un pays dont ils ne connaissent pas la langue et le système administratif, de nombreuses familles et enfants ont besoin d'une aide pour faire valoir leurs droits.

Terre des hommes œuvre pour la protection de l'enfance depuis plus de 55 ans. Notre travail de protection repose sur la promotion du bien-être et le respect des droits des enfants migrants, des enfants qui travaillent et des enfants en conflit avec la loi, conformément aux objectifs de développement durable.

Encourager la participation de l'enfant



Lorsqu'un enfant voit sa vie bouleversée par la migration, l'exploitation ou des démêlés avec la justice, les conséquences sur son bien-être peuvent être graves et durables. En 2017, nous avons protégé 270'000 enfants vulnérables grâce notamment à une aide psychosociale qui combine soutien psychologique et activités sociales, ce qui leur permet de se remettre d'un possible traumatisme et d'aller de l'avant. En interagissant avec d'autres enfants lors d'activités sportives ou artistiques, ils apprennent à s'adapter à leur nouvel environnement et à intégrer la communauté. A l'occasion de la 4^e édition des *Role Model Awards* de la Football is More Foundation au Liechtenstein, Terre des hommes a été récompensée pour ses projets d'aide psychosociale par le sport.

Deux fois plus d'acteurs clés formés à la protection de l'enfance

Grâce aux experts de notre plateforme en ligne pour la protection de l'enfance en Europe de l'Est (www.childhub.org), nous avons renforcé les compétences de plus de 600 professionnels de la protection de l'enfance grâce à des webinaires, des cours en ligne, une conférence régionale et de nombreux ateliers. En Amérique latine, le certificat d'études avancées sur la justice juvénile restauratrice a permis de former 46 experts de la région. En 2017, nous avons ainsi formé plus de 160'000 enseignants, travailleurs sociaux et membres de la communauté à la protection de l'enfance – ce qui représente deux fois plus d'individus que l'année passée. Nous visons au renforcement des capacités de protection des acteurs clés dans un souci d'efficacité, d'impact et de durabilité : maintenant formées et mieux équipées, ces personnes sont en mesure de protéger elles-mêmes davantage d'enfants vulnérables.



Compréhension du contexte local et inclusion du droit coutumier



Notre expertise se traduit par une compréhension du contexte local et une collaboration avec les autorités de l'Etat et les chefs traditionnels en vue de promouvoir les droits de l'enfant. Nous avons mené une recherche participative sans précédent avec des acteurs de la justice informelle en Afghanistan, au Burkina Faso, en Egypte, en Jordanie, au Liban et en Palestine. Cinq cents chefs traditionnels ou religieux ont assisté à des séances d'information sur des sujets comme les droits de l'enfant, les principes de la justice juvénile et la justice restauratrice. Plus de la moitié de ces chefs ont également participé à des tables rondes aux côtés de représentants des autorités judiciaires de l'Etat pour améliorer la coordination et l'accès des enfants à la justice.

Protection des enfants migrants

En 2017, les activités de Tdh ont permis de soutenir plus de 130'000 enfants touchés par la migration dans 16 pays. Nous avons renseigné les enfants et leurs familles avant leur départ pour prévenir les migrations précoces et dangereuses. Nous les avons aussi protégés en déplacement et dans les camps de réfugiés. Dans les pays de destination, Tdh a contribué à l'intégration de jeunes en leur fournissant des conseils juridiques et l'accès à des établissements d'enseignement et de formation.

Prévention de la traite d'enfants entre l'Equateur et la Colombie

Attirés par de fausses promesses d'un avenir meilleur, de nombreux enfants de familles indigènes des régions rurales continuent d'être victimes de la traite en Amérique latine. Nous avons mené des campagnes de sensibilisation auprès de 1900 enfants, parents et membres de la communauté sur les moyens de repérer et de prévenir les risques qui les guettent. Nous avons également formé 38 personnes membres d'un réseau contre la traite des êtres humains et offert un soutien technique pour la mise en œuvre d'une loi visant à protéger les enfants migrants et exploités. Celle-ci a permis de créer un registre des cas et de mettre en place des mécanismes de prévention de la traite et de soutien des victimes.

Protection des enfants réfugiés syriens

Plus de cinq millions de réfugiés syriens ont fui dans les pays voisins de la Syrie. La moitié d'entre eux sont des enfants. Souvent déscolarisés à cause de l'extrême précarité dans laquelle vivent leurs familles, ces enfants sont les premières victimes de la violence, de l'exploitation et du mariage précoce. En Jordanie, au Liban et en Egypte, nous avons protégé 90'000 enfants réfugiés et issus des communautés hôtes contre ces risques au moyen d'activités psychosociales, sportives et éducatives. Nous avons pris en charge de manière individuelle 11'000 enfants particulièrement en détresse et avons renforcé les capacités de 4100 experts, bénévoles et membres de la communauté pour venir en aide aux enfants réfugiés.

Réinsertion des enfants migrants en Europe de l'Est

La pauvreté, l'exclusion sociale et l'insuffisance des services posent des défis considérables aux migrants qui retournent dans leur pays d'origine. En Albanie et au Kosovo, nous avons amélioré le bien-être et l'accès à l'éducation de 5000 enfants migrants de retour dans leur pays avec des activités psychosociales et parascolaires. Nous avons renforcé l'autonomie économique de 92 familles en les aidant à lancer leurs propres activités rémunératrices, ce qui a permis d'améliorer leurs conditions de vie et également de faciliter leur réintégration. Afin de veiller à la pérennité de ce projet, 44 professionnels ont été formés pour fournir une aide aux familles migrantes de retour au pays.

Entre risques et perspectives d'avenir : les enfants migrants en Afrique de l'Ouest

En Afrique de l'Ouest, 80% des mouvements migratoires d'enfants et de jeunes sont liés à la pauvreté, à l'insécurité ou à des facteurs culturels. Ces enfants migrent vers les villes ou des lieux de production, comme des mines d'or ou des plantations de cacao. La migration expose les enfants aux risques d'exploitation, de sévices et de traite.

Grâce à notre projet CORAL (Corridor Abidjan-Lagos), mis en œuvre avec notre partenaire local Mouvement africain des enfants et jeunes travailleurs (MAEJT), nous avons protégé plus de 2500 enfants le long de leur trajet de migration entre la Côte d'Ivoire et le Nigéria. Notre objectif est de réduire la vulnérabilité des enfants migrants entre leur point de départ et leur destination et de leur permettre d'avoir accès à l'éducation ou d'obtenir un travail.



Dans nos Points Espoir de la Côte d'Ivoire, du Ghana, du Togo, du Bénin et du Nigéria, les enfants migrants ont pu prendre part à des activités psychosociales et récréatives. Les centres représentent un havre sûr où se reposer, jouer et obtenir des services de base, notamment une orientation juridique et une assistance médicale. Les enfants y obtiennent également des informations sur leur pays de destination et des personnes à contacter pour faciliter leur intégration.

« Je visite le Point Espoir à Cotonou, parce qu'on s'amuse ici : on danse et on chante. J'ai aussi reçu des conseils sur l'hygiène et la santé reproductive. »

Grâce, 15 ans, Bénin

Tdh a sensibilisé près de 7000 personnes aux risques liés à la migration précoce et formé 1200 acteurs communautaires et institutionnels, notamment des policiers et des membres d'organisations et d'associations, dont le rôle est crucial pour faciliter l'intégration des enfants migrants et assurer leur sécurité.

Lutte contre l'exploitation des enfants

© Tdh / Matthew Wallace - Inde

En 2017, dans le cadre de cinq projets menés en Afrique, en Asie, en Europe et au Moyen Orient, Tdh a amélioré la situation de 18'000 enfants à risque ou victimes d'exploitation par le travail. L'une de nos priorités consiste à défendre et à protéger les droits des enfants en réduisant leur travail dans le processus de création de valeur. A cette fin, Tdh s'engage avec des entreprises multinationales^[1] à l'élaboration d'un cadre innovant et protecteur visant à combattre l'exploitation des enfants.

Le rapport *Time to Talk* donne la voix aux enfants

Le rapport *Time to Talk*, une étude approfondie sur les conditions des enfants qui travaillent, a été publié à l'occasion de la Conférence mondiale sur l'élimination durable du travail des enfants, tenue en novembre 2017 à Buenos Aires, en Argentine. L'étude a permis de décrire leur situation et de prendre en compte leurs expériences dans les décisions politiques. En collaboration avec Terre des Hommes Allemagne, l'ONG allemande Kindernothilfe, Save the Children Canada et d'autres partenaires, nous avons consulté 2000 enfants qui travaillent pour connaître leurs opinions. Les enfants étaient âgés de 5 à 18 ans et l'enquête a été menée dans 37 pays. Au Kosovo, en Jordanie et au Népal, Tdh a également aidé 31 enfants à créer des comités consultatifs responsables de commenter le rapport. En Inde, nous avons organisé un échange national entre des enfants et des représentants du gouvernement pour militer en faveur de la participation des enfants aux décisions politiques.

Prévention de l'exploitation des enfants à Gaza

Durant le blocus prolongé de la bande de Gaza, le taux de chômage a grimpé à 42%. Dans ce contexte précaire, des familles vulnérables ont retiré leurs enfants de l'école pour les faire travailler. Dans trois centres de protection de l'enfance, nos travailleurs sociaux ont sensibilisé plus d'une centaine de membres de la communauté à l'importance de l'éducation et aux risques de l'exploitation économique des enfants. Nous avons également soutenu 460 enfants non scolarisés ou forcés à travailler et permis à 130 enfants de réintégrer l'école ou d'accéder à une formation professionnelle, contribuant ainsi au développement de la bande de Gaza à long terme.

Lutte contre le travail des enfants dans les chaînes de production

En devenant membre du Réseau Suisse du Pacte mondial (GCNS) et de la Better Cotton Initiative (BCI) en 2017, Tdh avance vers son nouvel objectif : collaborer avec des entreprises et les communautés locales en vue de mettre fin au travail des enfants dans les chaînes de valeur. A titre de premier membre de BCI expert de la défense des droits des enfants, nous jouons un rôle crucial dans la mise en place de normes sociales visant à mettre fin à l'exploitation des enfants. Au sein du GCNS, nous sensibilisons les entreprises à l'importance d'intégrer les droits des enfants à leurs responsabilités sociales en faisant la promotion de valeurs communes, en plaidant pour des conditions de travail décentes, et en luttant contre l'exploitation des enfants dans les chaînes de valeur telles que la production du coton et dans le secteur de l'or.

^[1] Toutes les entreprises partenaires font l'objet d'une évaluation préalable et, le cas échéant, d'une analyse de diligence raisonnable réalisée par un comité d'éthique.

Burkina Faso : un pays où l'or ne fait pas que briller

L'exploitation des enfants est répandue dans le secteur de l'extraction de l'or. Le siège de Tdh se trouve en Suisse, un pays où transite 70% de l'or mondial. Il est donc de notre devoir moral de protéger les enfants burkinabés qui travaillent dans des conditions dangereuses pour extraire le précieux métal. Nous avons développé, en 2017, une application mobile pour détecter les violations des droits de ces enfants.

On compte plus de 600 mines d'or au Burkina Faso dans lesquelles les enfants représentent 30% de la main-d'œuvre. La problématique du travail des enfants dépasse les capacités de l'Etat. Nous avons développé notre application mobile dans le Ganzourgou, l'une des plus importantes régions minières du pays.

Un outil novateur pour signaler les problèmes des enfants dans les mines

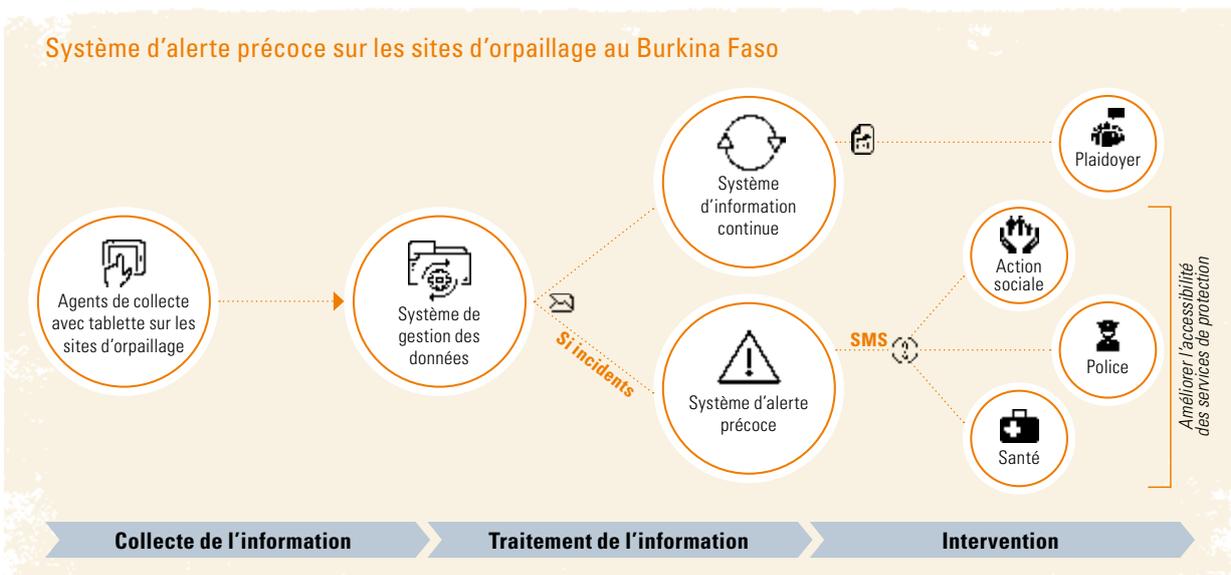
Notre application mobile permet aux agents communautaires présents sur les sites miniers de Pousghin, Nobsin, Kagtanga et Kiètenga de recueillir de l'information sur les conditions de vie et de travail des enfants. Le système d'alerte précoce intégré à l'application a permis, l'année passée, de signaler instantanément par SMS 280 cas d'enfants en difficulté aux travailleurs sociaux, professionnels de la santé ou policiers. Ces acteurs ont ainsi pu effectuer un suivi de ces enfants victimes d'accidents, de violence, tombés malades, ou ayant quitté les lieux. Notre collaboration avec les services sociaux locaux pour la protection des enfants a également permis de pérenniser notre impact.

Une collecte de données efficace

En 2017, 2000 enfants ont été recensés dans quatre sites miniers où nous sommes présents. 1800 d'entre eux participaient à l'extraction ou au lavage de l'or. L'âge moyen de ces enfants était de 13 ans, et plus de 53% d'entre eux étaient non scolarisés. De telles données ajoutent du poids aux demandes de changement exprimées auprès des pouvoirs politiques. En 2018, un atelier sur le sujet sera lancé en collaboration avec des acteurs politiques.

« Grâce à cette application, nous avons aidé plus de 300 enfants à retourner à l'école. »

Julienne Wanré, chargée du programme de protection, Burkina Faso



Accès à la justice pour les enfants

Avec des projets dans 22 pays et 13 publications, Tdh reste le leader mondial en matière de promotion de la justice juvénile restauratrice. En 2017, nous avons investi dans la prévention de la violence et suivi des jeunes en conflit avec la loi pour garantir l'accès à la justice et une réintégration dans la société à plus de 80'000 enfants. Nous avons travaillé avec des professionnels de la justice formelle et informelle en vue de promouvoir les droits des enfants.

Ajout de la justice restauratrice au Code pénal péruvien

Tdh a joué un rôle considérable dans l'élaboration d'un nouveau Code pénal au Pérou, adopté en 2017, basé sur notre approche de la justice juvénile restauratrice. Le Code autorise les peines de substitution pour les infractions mineures et propose des mécanismes de médiation visant à rétablir le lien de confiance rompu entre la victime et l'infacteur. Chaque année, plus de 20'000 plaintes pour délits sont déposées contre des jeunes. La nouvelle loi profitera à ces derniers et à plus de 3700 enfants dans des centres de détention.

Un jeu en ligne qui aide les enfants à comprendre leurs droits

Chaque année, plus d'un demi-million d'enfants en Europe se trouvent en conflit avec la loi. Pour les aider à comprendre les procédures judiciaires et leurs droits, Tdh a collaboré avec quatre partenaires et consulté 160 enfants de Roumanie, de Croatie, de Hongrie et de Bulgarie pour concevoir *StoryLab*, un jeu en ligne qui présente aux joueurs le système judiciaire de leur pays. Des jeunes ont organisé des événements pour présenter le jeu et quelque 1000 enfants y ont participé et partagé leurs recommandations avec les décideurs et les professionnels du système judiciaire pour les enfants.

Réinsertion des enfants en Jordanie et en Afghanistan

En dépit d'améliorations sur le plan législatif, une récente étude de Tdh révèle que les enfants privés de leur liberté en Jordanie et en Afghanistan n'ont pas un plein accès à leurs droits et que les programmes d'alternative à la détention et de réhabilitation sont très limités. Grâce à des activités psychosociales et récréatives dans les deux pays, Tdh a contribué de manière significative au bien-être de 1800 enfants dans sept centres de détention. Plus de 250 jeunes ont également bénéficié d'une formation professionnelle, par exemple de coiffeur, ou d'une formation pédagogique en vue de faciliter leur réinsertion dans la société.

Nouveau certificat d'études avancées en justice juvénile

L'année 2017 a vu le lancement du certificat d'études avancées en justice juvénile, un certificat en ligne élaboré en collaboration avec l'Université de Genève et l'Institut international des droits de l'enfant. Quarante-six professionnels de 13 pays d'Amérique latine se sont inscrits au cours et y ont appris comment intégrer des pratiques restauratrices dans leur travail auprès des enfants en conflit avec la loi. La participation d'experts internationaux de 21 pays a permis d'enrichir les apprentissages et de renforcer les capacités du personnel chargé d'administrer la justice à l'échelle locale.

Justice indigène : protéger les droits des enfants

Dans la plupart des pays d'Amérique latine, deux systèmes de justice coexistent : le système de l'Etat et le système indigène ancestral. Dans le cadre d'une recherche participative, nous avons organisé un échange entre des chefs traditionnels et des représentants de l'Etat sur les bonnes pratiques en matière de droits des enfants et de justice juvénile restauratrice.

Au sein des sept communautés indigènes du Panama, aucune procédure n'existe spécifiquement pour les enfants : même s'ils sont mineurs, la loi coutumière considère que ces derniers doivent être traités comme des adultes. Nous nous sommes entretenus avec les chefs des communautés indigènes panaméennes, qui se sont montrés intéressés par la mise en place d'un système de justice adapté aux enfants et fondé sur le droit.

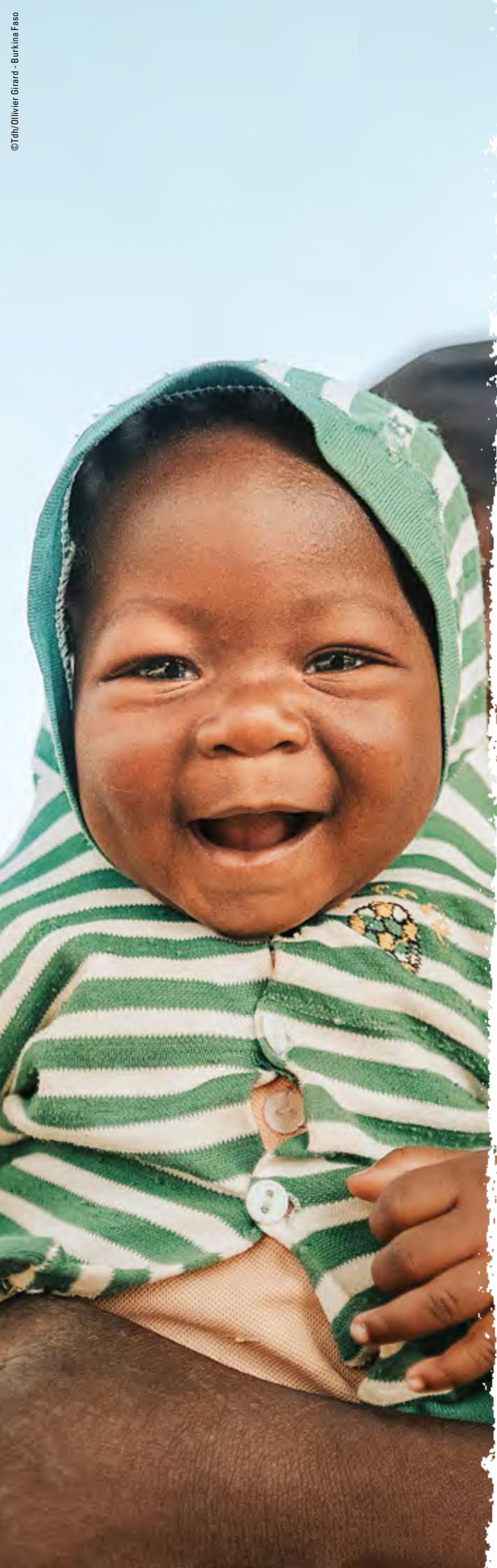
La justice juvénile restauratrice a pour fondement le rétablissement des liens brisés entre l'auteur de l'infraction et la victime ou la communauté. Pour identifier les moyens d'atteindre cet objectif, nous avons organisé 20 ateliers avec 640 juges traditionnels et représentants des autorités des sept communautés indigènes et 110 étudiants indigènes d'universités du Panama. Les participants en ont appris davantage sur les deux systèmes de justice, ont discuté des bonnes pratiques en matière de justice juvénile et ont réfléchi aux manières de développer leur système pour garantir le respect des droits des enfants.

« Ce projet est novateur car très peu d'événements encouragent la participation des jeunes indigènes de différentes communautés. »

Yanibeth Daira González, étudiante indigène de la faculté de droit de l'Université de Panama

En collaboration avec la Fundación para la Promoción del Conocimiento Indígena (FPCI), nous avons organisé le Séminaire national sur la justice juvénile indigène, qui a attiré plus de 130 participants : des représentants des autorités des sept communautés indigènes, des étudiants et des spécialistes internationaux de la justice juvénile. Les participants ont échangé à propos des bonnes pratiques pour améliorer la protection des enfants et des adolescents indigènes en conflit avec la loi, conformément à la Convention relative aux droits de l'enfant. Ce projet pilote réalisé au Panama a servi de tremplin pour de nouvelles initiatives en vue d'un déploiement à l'échelle régionale.





Santé

Permettre à tous de vivre en bonne santé, c'est l'objectif numéro 3 de l'Agenda 2030 du développement durable. Des progrès montrent que l'on est déjà sur la bonne voie : le nombre de décès d'enfants de moins de cinq ans n'a jamais été aussi bas. Leur taux de mortalité a reculé de près de moitié – 9,9 millions en 2000 contre 5,6 millions en 2016, selon l'OMS.

Ces avancées encourageantes concernent toutefois moins les nouveau-nés : la proportion de décès pendant les premiers jours de vie est passée de 41% à 46% entre 2000 et 2016 (OMS). *« Au rythme actuel, 30 millions de nouveau-nés mourront durant leurs 28 premiers jours entre 2017 et 2030 »*, déclarait l'ONU en 2017. Une projection alarmante qui rappelle à quel point la santé de l'enfant est liée à celle de sa mère. La majorité de ces décès pourrait être évitée : au moment de donner la vie, 40 millions de femmes ne sont pas assistées par un personnel qualifié.

Le manque d'accès aux soins, mais aussi à la nourriture, représente ainsi un enjeu majeur pour la santé des mères et des enfants. Selon l'Unicef, près de la moitié des décès d'enfants de moins de cinq ans sont liés à une malnutrition. Les carences affaiblissent les défenses immunitaires des enfants, ouvrant la porte à des épidémies. La mauvaise qualité de l'eau et des installations sanitaires favorise encore les maladies : 360'000 enfants de moins de cinq ans meurent chaque année de diarrhée.



Objectif: réduire le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans



*Objectifs de développement durable

👶 Santé mère-enfant

L'accouchement étant le moment le plus dangereux dans la vie, pour la mère et l'enfant, nous mettons un accent tout particulier sur l'accès aux soins durant la grossesse et l'accouchement, puis pendant les premières années de vie, période cruciale du développement de l'enfant. En 2017, 1,6 million de personnes ont bénéficié de nos prestations en santé maternelle et infantile.

📱 leDA : un million d'enfants consultés

Le million d'enfants consultés grâce à leDA⁽¹⁾ par le personnel médical au Burkina Faso a été atteint en 2017. Cette application aide à mieux diagnostiquer les enfants à travers le protocole clinique de l'OMS en enregistrant leurs données sur une tablette numérique. L'approche leDA a été lancée en 2014 par Tdh en tant que projet pilote dans 39 centres de santé du district de Tougan au Burkina Faso. Notre objectif était de développer l'application dans d'autres régions en collaboration avec le gouvernement burkinabé. En 2017, elle était utilisée dans 30% des centres de santé du pays (620 centres au total) et a permis une amélioration significative de la qualité du diagnostic. Le Mali utilise également l'application dans 40 centres médicaux depuis 2017.

« Grâce à leDA, nous avons drastiquement réduit le nombre de diagnostics erronés. »

Dr Robert Kargougou, Secrétaire Général du Ministère de la Santé du Burkina Faso

🏠 Un outil d'évaluation aux standards de l'OMS et de l'Unicef

Terre des hommes a été mandatée en 2017 par l'OMS et l'Unicef pour créer un outil d'évaluation et de monitoring. Son nom : FACET (pour *Facility Evaluation Tool*). Développé en partenariat avec Eawag Sandec sous forme d'application mobile, il est utilisé dans les centres de santé et les écoles afin de définir les besoins en eau, assainissement, hygiène des mains, et relatifs à la gestion des déchets selon les standards recommandés par l'OMS et l'Unicef. L'utilisateur répond à une série de questions sur un téléphone ou une tablette et une fois l'enquête terminée, les données sont chargées sur un tableau de bord afin d'y être analysées. 330 établissements dans six pays ont été évalués grâce à cette application open source et gratuite.

👤 Renforcer les capacités des communautés pour un impact durable

La santé des femmes et des enfants passe aussi par le renforcement de leurs capacités et celles des communautés à identifier leurs propres problèmes, à développer des stratégies pour les affronter et à s'unir pour travailler plus efficacement. C'est ce que nous avons atteint avec notre projet d'apprentissage et d'actions participatives (APL) en Inde. Ce dernier a permis d'améliorer les pratiques sanitaires des mères pendant leur grossesse. En 2017, la proportion de femmes enceintes recevant des soins prénataux complets de la part de professionnels de la santé a atteint 80% contre 70% il y a trois ans.

⁽¹⁾ leDA: Integrated e-Diagnostic Approach

Des sages-femmes itinérantes à Kaboul

Les taux de mortalité infantile et maternelle en Afghanistan sont parmi les plus élevés du monde. Selon les estimations de l'ONU, environ huit enfants sur 1000 et quatre mères sur 1000 perdent la vie à l'accouchement. Les sages-femmes de Tdh sont là où le besoin est le plus criant: chez les familles.

En Afghanistan, 25% des hôpitaux n'ont ni sage-femme, ni personnel qualifié pour les accouchements. A cela s'ajoute le contexte culturel, qui empêche beaucoup de femmes d'avoir un suivi médical : sans l'accord de sa famille ou de son mari, une femme n'est souvent pas autorisée à se rendre à l'hôpital. Les Afghanes sont donc nombreuses à donner naissance à la maison.

Pour répondre à leurs besoins dans ce contexte particulier, nous avons développé une approche itinérante du travail des sages-femmes qui effectuent des visites à domicile dans les zones en périphérie de Kaboul. En 2017, ce projet a permis à 230 mères d'accoucher à domicile avec l'aide d'une sage-femme de Tdh.

Nos sages-femmes afghanes ont également sensibilisé les femmes enceintes et jeunes mères allaitantes aux problèmes de santé de la petite enfance. Elles ont répondu à ce besoin en offrant des cours d'éducation sanitaire au sein des communautés. Pour la seule année 2017, elles ont sensibilisé plus de 32'000 femmes et adolescentes à l'importance de l'allaitement, de l'hygiène, de la vaccination, de la prise en charge personnelle et de l'accès aux dispensaires.

« Les sages-femmes de Tdh exercent dans leur propre quartier. Elles connaissent toutes les familles avec lesquelles on travaille. »

Dr Noor Khanum, sage-femme et responsable du projet santé de Tdh à Kaboul

A l'heure actuelle, Tdh est la seule organisation offrant des services itinérants à la communauté afghane. Le concept a permis de promouvoir et d'améliorer la pratique des soins par des professionnels auprès des femmes enceintes et des nouveau-nés et de changer les mœurs à cet égard. En faisant en sorte que davantage de naissances soient suivies par du personnel qualifié, on obtient des résultats positifs: depuis l'an 2000, le taux de mortalité chez les enfants âgés de moins de cinq ans a diminué chaque année en Afghanistan. Le taux de mortalité maternelle a également diminué de près de 20%.



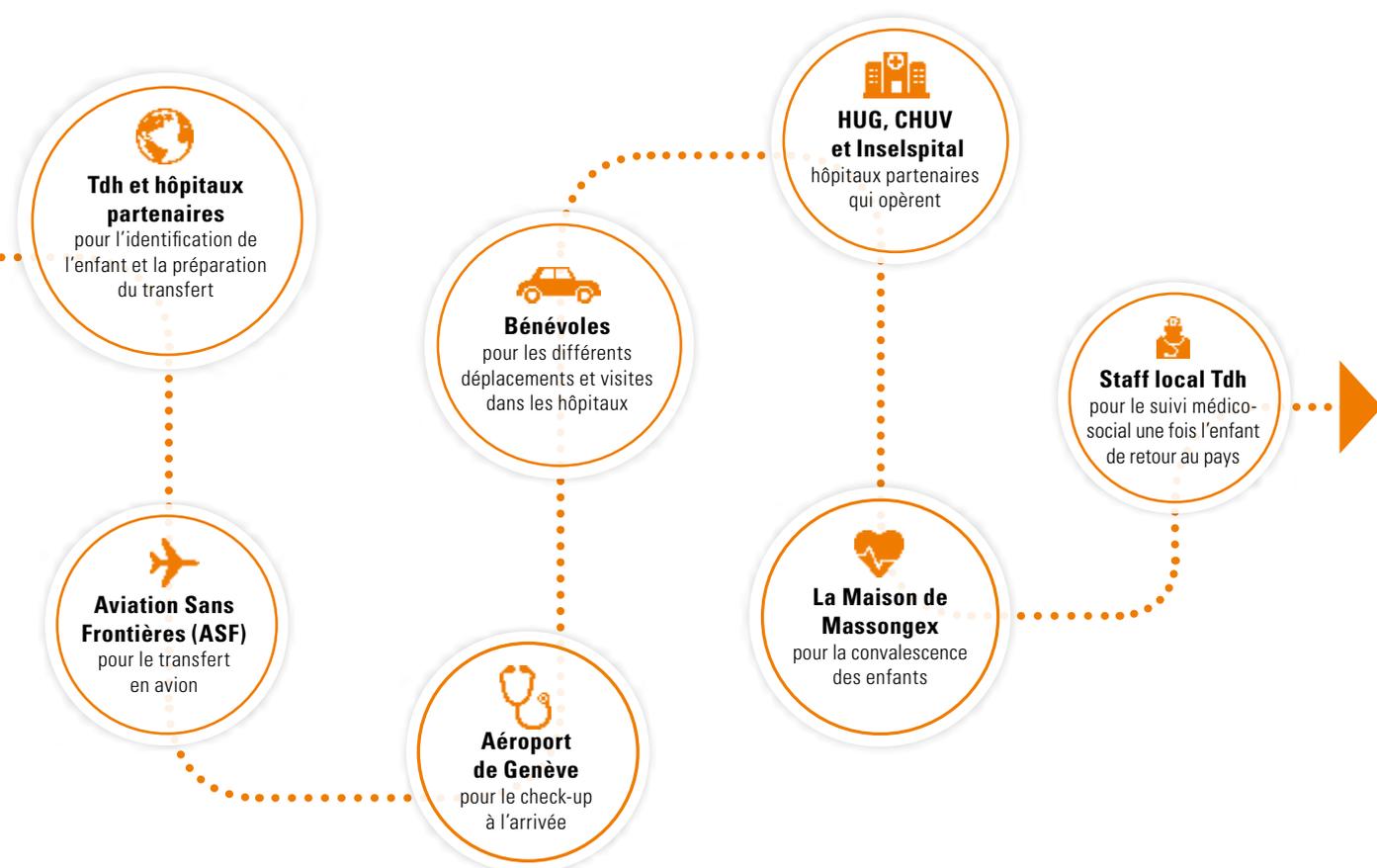
Au Mali, la formation sauve des mères et des nouveau-nés

Un médecin, deux sages-femmes, un kit de réanimation et du matériel de formation par simulation. Ce sont les composantes du projet novateur porté par Tdh, appelé SIMSONE (SIM comme Simulation, SONE comme Soins Obstétricaux et Néonataux Essentiels). L'objectif du projet est de former avec une méthode innovante les sages-femmes des centres de santé en zone rurale du district de Macina, au Mali, aux gestes essentiels qui permettent de sauver les vies des mères et des enfants dès la naissance. En 2017, 180 réanimations néonatales et 100 traitements de l'hémorragie post-partum des mères ont été réalisés, soit autant d'enfants et de mères sauvés grâce à notre projet qui a permis de former 68 professionnels de la santé au Mali.

Le programme des soins spécialisés de Terre des hommes a récolté de nombreuses victoires en 2017 sur le front des cardiopathies. A terme, davantage d'enfants pourront être soignés dans leur pays grâce à un réseau de médecins engagés et à une stratégie efficace de transfert de compétences.

♥ 240 enfants opérés avec succès en Europe

Le programme des soins spécialisés de Tdh est bâti sur une expérience et une expertise métier uniques. Il permet chaque année le transfert, puis la prise en charge médico-social de plus de 200 enfants d'Afrique de l'Ouest gravement malades, souffrant pour la plupart de malformations cardiaques. Ce programme s'appuie sur un réseau d'intervenants spécialisés – médecins, infirmiers, assistants sociaux, animateurs, bénévoles – qui forment à eux tous une grande chaîne de solidarité.



Transfert de compétences

Le programme des soins spécialisés vise à atteindre un meilleur équilibre entre la prise en charge des pathologies en Afrique et les transferts en Europe. Trois équipes médicales suisses – en collaboration avec Tdh – se déplacent chaque année pour opérer dans des hôpitaux d’Afrique de l’Ouest.

En 2017, 150 enfants ont été ainsi opérés sur place et 1200 ont reçu une consultation spécialisée. Cette démarche permet de réduire les coûts, de développer des pôles de compétences in situ et d’éviter aux enfants malades un déplacement loin de leurs familles. Les missions chirurgicales permettent également de développer l’expertise des médecins locaux en matière de diagnostic et contribuent à la formation des étudiants en chirurgie cardiaque, en cardiologie pédiatrique, en anesthésie et en réanimation.

« Quand je serai grande, je deviendrai docteur et je reviendrai à La Maison de Massongex. J’ai été sauvée par quelqu’un, à mon tour de sauver quelqu’un. »

Fatimatou, 10 ans, opérée pour une cardiopathie au CHUV le 26 septembre 2017

En parallèle, trois infirmiers et deux infirmières du centre hospitalier de Fann à Dakar (Sénégal) ont suivi une formation théorique et pratique en soins intensifs de réanimation chirurgicale cardiaque en Suisse. Renforcer les compétences du personnel médical devrait permettre à terme d’autonomiser les centres hospitaliers régionaux.

Soins spécialisés 2.0

Les enfants pris en charge par Tdh sont systématiquement enregistrés dans une base de données électronique. Depuis fin 2015, nous travaillons sur un nouveau logiciel appelé CASEnet, qui permet un suivi plus détaillé de l’enfant et l’enregistrement d’informations complètes, comme par exemple son environnement familial et social. Diagnostic, lieu de l’opération, convalescence, retour : ce nouveau logiciel, sur lequel plus de 11’000 enfants sont désormais inscrits, permet à chaque intervenant-clé d’avoir accès de manière sécurisée au dossier de l’enfant, qu’il travaille en Afrique ou en Europe, et de suivre son parcours en temps réel.



Prévenir les ravages de la soude caustique

La Guinée enregistre un taux de mortalité élevé d’enfants qui ont ingéré de la soude caustique. Cette substance hautement toxique, dont l’utilisation est largement répandue dans les foyers pour fabriquer du savon, est translucide, sans odeur et donc facilement confondue avec de l’eau par les enfants. Lorsque cette substance est avalée par erreur, elle cause des brûlures et des lésions internes graves qui empêchent les enfants de s’alimenter normalement. Fin 2017, nous avons achevé un projet de prévention des accidents sur trois ans. Des campagnes de sensibilisation efficaces ont permis d’alerter les communautés sur les dangers de la soude caustique. Nous avons également amélioré la prise en charge des jeunes victimes en formant plus de 220 agents de santé aux premiers soins à prodiguer dans ces cas précis.



Promotion des droits de l'enfant

Réduire les inégalités et donner à tous un accès à la justice : ces objectifs de l'Agenda 2030 du développement durable adoptés par la communauté internationale doivent être atteints aussi en Suisse, où la détention administrative des enfants migrants reste une réalité, alors qu'elle pourrait être évitée.

En 2017, année qui marquait le vingtième anniversaire de la ratification par la Suisse de la Convention relative aux droits de l'enfant (CDE), certains droits des enfants migrants n'étaient toujours pas respectés dans notre pays. Un certain nombre d'entre eux y étaient encore placés en détention administrative en raison de leur statut migratoire, ce qui est contraire à l'intérêt supérieur de l'enfant. Dans ce contexte, Terre des hommes a concentré ses efforts sur la promotion des droits et la protection des enfants migrants, considérés au regard de la Convention comme une catégorie vulnérable.

Terre des hommes œuvre pour le respect de ces droits à travers un travail de plaidoyer auprès des autorités fédérales et cantonales, des professionnels et experts ainsi que de la société civile. Nous participons activement au travail des alliances et réseaux suisses afin de faire changer la perception de la migration, non pas comme un défi pour la sécurité nationale mais comme une opportunité culturelle et économique pour notre pays, et de rappeler que les enfants migrants sont avant tout des enfants.



20 ans de la ratification par la Suisse de la Convention des droits de l'enfant

En 2017, Terre des hommes a assuré la vice-présidence puis la présidence par intérim du Réseau suisse des droits de l'enfant. A l'occasion des 20 ans de la ratification par la Suisse de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, nous avons réitéré l'importance de ce traité à travers la publication d'une série d'articles sur le site de l'Alliance pour les droits des enfants migrants (ADEM) dont nous sommes membre fondateur. Une opportunité également de mettre en lumière le potentiel d'amélioration en Suisse, notamment en ce qui concerne les droits des enfants migrants. Comme le souligne la Convention, aucune catégorie d'enfants ne peut être laissée pour compte.

« Dès qu'un enfant est sur le territoire d'un Etat partie à la CDE, il bénéficie des droits reconnus par celle-ci aux moins de 18 ans. Ce principe s'applique donc aussi aux enfants migrants, qu'ils soient accompagnés ou séparés de leurs parents. »

Jean Zermatten, membre du Conseil de fondation de Terre des hommes et ancien président du Comité de l'ONU des droits de l'enfant



Alternatives à la détention administrative des enfants en Suisse

Après avoir réalisé en 2016 une étude nationale sur la détention administrative des enfants migrants en Suisse, nous sommes employés l'année suivante à sensibiliser les spécialistes intervenant dans le domaine de l'asile et de la migration en Suisse et à recenser avec eux des solutions possibles. En mai 2017, cette problématique a fait l'objet, entre autres, d'un colloque international tenu à Berne à l'intention d'un public spécialisé. Les participants se sont penchés sur les moyens d'améliorer la situation, comme par exemple la mise en place de procédures et politiques respectueuses des droits de l'enfant, notamment celui d'être entendu et de voir son intérêt pris comme une considération primordiale. Nous avons aussi rencontré des responsables politiques suisses et des représentants des autorités fédérales et cantonales afin d'inscrire la question à l'ordre du jour politique et d'initier des changements durables en faveur des enfants, comme des mesures alternatives à la détention administrative.

Permettre aux enfants migrants de surmonter leur traumatisme

En tant que membre fondateur de l'ADEM, et en collaboration avec la Croix-Rouge suisse et le groupement *Support for Torture Victims*, nous avons organisé en décembre 2017 un colloque sur le thème « *Surmonter un traumatisme : quelles perspectives pour les enfants et jeunes migrants ?* ». Quelque 400 spécialistes ont examiné la situation des enfants migrants et ont discuté des meilleures pratiques pour les soutenir. En outre, en 2017, nous avons aussi abordé la question de la détermination de l'âge des migrants dans le cadre d'un hackathon. Ce concept, basé sur des méthodes innovantes, consiste à rassembler en deux à trois jours des experts de tous bords pour réfléchir et proposer des solutions à des problématiques actuelles.

Plaidoyer international en faveur des enfants migrants

Le travail de plaidoyer s'étend à l'échelle internationale à travers la campagne *Destination Unknown*, gérée par la Fédération Internationale Terre des Hommes (FITDH) dont nous sommes membre. Cette campagne a pour vocation de promouvoir les droits et la protection des enfants migrants avec une centaine de partenaires dans plus de 60 pays.

En tant que co-présidents de l'initiative pour les droits de l'enfant dans les pactes mondiaux sur les migrants et réfugiés, nous œuvrons à faire valoir la situation spécifique des enfants dans les instruments internationaux relatifs à la migration.

Nous avons réussi à faire de la mobilité des enfants une thématique prioritaire au sein de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest et avons assuré l'intégration du principe de l'accompagnement protecteur des enfants migrants dans les systèmes nationaux de protection de l'enfance de plusieurs pays de la région.



Sensibiliser les écoliers en Suisse

Les droits de l'enfant, le développement durable et la solidarité sont au cœur du nouveau programme Terre des Hommes Education destiné aux écoliers en Suisse. La phase pilote a été mise en œuvre en 2017 dans les cantons de Berne, Fribourg, Genève, Vaud et Valais et le programme sera bientôt étendu à d'autres cantons pour l'année scolaire 2018-2019. Exemple dans une école genevoise, où il était question d'aiguiser le sens critique des jeunes sur leur mode de consommation.



« Combien d'entre vous ont déjà changé de téléphone portable ? » La majorité des élèves de cette classe genevoise qui suit le programme Terre des Hommes Education lève la main sans hésiter. Leur premier téléphone a rejoint dans un tiroir les huit millions d'appareils oubliés en Suisse. Ecrans abîmés, nouvelles fonctionnalités, promotions séduisantes, difficile de résister à l'offensive marketing des marques. Alors qu'ils changent d'appareil tous les 18 mois en moyenne, rares sont les jeunes qui savent que les matériaux précieux qui constituent leur téléphone contribuent à l'exploitation d'enfants, comme c'est le cas dans les mines d'or du Burkina Faso.

Le rôle de l'animateur est de lancer le débat et de donner aux élèves des informations fiables pour qu'ils agissent en connaissance de cause. Ces jeunes consommateurs prolongent parfois la discussion à la maison.

Conforme aux exigences du Plan d'études romand et Lehrplan 21

Ce programme d'éducation s'appuie sur la longue expérience de nos collègues de Terre des Hommes Suisse dont les animations pédagogiques déjà bien rodées à Genève ont séduit les enseignants. Le projet pilote lancé en automne 2017 visait à dupliquer ces animations dans quatre nouveaux cantons – dans les classes primaires et secondaires vaudoises, valaisannes, fribourgeoises et bernoises avant de les étendre à d'autres. Les enseignants sont libres de choisir parmi sept animations gratuites, autour notamment de la migration, de l'alimentation ou sur un pays spécifique. Chaque animation s'étend sur deux périodes de 45 minutes.

« Nous les rendons conscients de l'impact de leurs actions sur le monde qui les entoure, dans l'espoir d'en faire des citoyens responsables. Ensuite, ils sont bien sûr libres de leurs choix. »

Jean-Michel Koehler, co-responsable du projet Terre des Hommes Education



Bénévoles et ambassadeurs



Les bénévoles font partie de l'ADN de Terre des hommes. Forte de leur soutien sans faille depuis sa création en 1960, Tdh a aussi pu compter sur l'engagement de ses ambadrices et ambassadeurs pour sensibiliser le public en 2017. L'année passée a été marquée par le lancement de MyTdh, une plateforme de recherche de fonds participative en ligne qui permet à chacun de s'engager en mobilisant son propre réseau.

80'000 heures de travail bénévole

Plus de 80'000 heures de travail bénévole ont pu faire la différence pour les enfants l'année passée, avec près de deux millions de francs suisses récoltés en faveur de nos projets. Nous avons pu compter sur plus de 2000 personnes qui ont donné de leur temps et de leur énergie pour organiser plus de 200 événements à travers la Suisse. Mairraines et parrains ont également accueilli et accompagné 200 enfants transférés en Suisse pour se faire opérer du cœur. Nos traducteurs bénévoles ont par ailleurs traduit 2500 pages de texte en 2017.

MyTdh – collecter des fonds en 3 clics

En février 2017, nous lançons MyTdh, notre nouvelle plateforme de recherche de fonds en ligne. Cet outil permet à chacun de créer sa campagne pour l'occasion de son choix et pour la cause qui lui tient à cœur. Au total, plus de 50 campagnes sur www.mytdh.ch ont permis de récolter près de 30'000 francs en faveur des enfants défavorisés.



800'000 francs récoltés pour améliorer la santé des enfants

Action phare organisée par ses bénévoles en mars, la traditionnelle vente d'oranges a permis de récolter près de 800'000 francs pour nos projets qui améliorent la santé des enfants et leurs proches. Quelque 1500 bénévoles, répartis sur 230 stands à travers la Suisse, ont réuni leurs efforts avec le soutien de nombreuses entreprises, pour vendre 67,5 tonnes d'oranges en 2017.

Autre grand événement de l'année passée: nos activités lors de la journée mondiale de l'alimentation ont permis de récolter plus de 100'000 francs en faveur des enfants malnutris, une augmentation de 12% par rapport à 2016. Le 16 octobre, 12 groupes bénévoles et plus de 200 restaurants ont participé à cette action.

« Le bénévolat ouvre la porte sur d'autres réalités. C'est cliché de dire que c'est plus beau de donner que de recevoir, mais c'est vrai. »

Suellen, bénévole pour Terre des hommes

Bastian Baker rejoint Tdh

En 2017, nous avons pu compter sur un nouvel ambassadeur: le chanteur suisse Bastian Baker. Il s'est rendu en Colombie pour soutenir l'amélioration des conditions de vie des populations victimes du conflit armé et la réinsertion d'adolescents en conflit avec la loi. Durant sa visite, Bastian s'est rendu dans une prison dans laquelle il s'est entretenu avec des jeunes filles détenues et pour qui il a donné un petit concert privé. Ce voyage a permis d'apporter un coup de projecteur à nos projets en justice juvénile dans la région – en témoignent l'importante couverture médiatique en Suisse, ainsi que le fort intérêt de nos supporters sur les médias sociaux.

Le périple de Miss Suisse pour les enfants malades

Lauriane Sallin, Miss Suisse 2017, s'est lancé le défi de passer son permis poids lourd et acheminer elle-même du matériel médical pour les enfants hospitalisés à Rabat, au Maroc. Un pari gagné! Grâce à sa campagne MyTdh lancée pour l'occasion, Lauriane a aussi récolté plus de 3200 francs qui ont été reversés dans nos projets en faveur des enfants malades.



Terre des hommes condamne toute forme de violence ou de comportement abusif à l'encontre d'enfants et d'adultes, bénéficiaires ou non. Nous exigeons de nos employés, partenaires et bénévoles un comportement irréprochable, non violent et bienveillant. Pour ce faire, le secteur Gestion des risques a encore amélioré en 2017 ses procédures et politiques institutionnelles afin qu'elles répondent aux plus hauts standards internationaux.

Garantir la protection et le bien-être des enfants

La Politique de Sauvegarde de l'Enfant (PSE) est un document clé de notre organisation, qui doit être signé sans exception par tous les collaborateurs, partenaires et visiteurs ponctuels dans le cadre de nos activités. Cette politique vise à structurer le fonctionnement de notre organisation afin que la protection et le bien-être des enfants avec lesquels nous travaillons – aussi bien directement qu'indirectement – soient garantis. A cet effet, le secteur Gestion des risques collecte tous les incidents ayant eu lieu sur le terrain, fait le suivi de ces cas, les analyse afin de fournir des recommandations et soutenir les managers lors des prises de décision.

Gérer les risques opérationnels

Forts de la solide expérience accumulée par nos près de 2000 collaborateurs à travers le monde, dans des contextes toujours plus complexes et dangereux, nous avons développé et consolidé trois composantes majeures qui forment la base de notre système de gestion des risques : la Politique de Sauvegarde de l'Enfant (PSE, lire ci-dessus), la Politique de sécurité et de sûreté, et la Politique anti-fraude et corruption. Un processus de signalement (*whistle blowing*) permet à chaque employé, où qu'il soit dans le monde et quelle que soit la nature de l'incident, de faire remonter l'information auprès de sa hiérarchie ou directement auprès des personnes en charge du traitement des cas. En 2017, les incidents traités par le secteur Gestion des risques se répartissent comme suit : 112 touchent à la sécurité et à la sûreté des collaborateurs dont les accidents de la route et les problèmes graves de santé, 5 incidents sont liés à la sauvegarde de l'enfant, et 11 à des fraudes.

Notre nouveau Code de conduite, regroupant l'ensemble de nos politiques institutionnelles et règlements, fournit aux collaborateurs un cadre de référence dans lequel tout comportement ou action doit s'inscrire, et qui devra être scrupuleusement respecté par tous.



Former notre personnel à la gestion des risques

Chaque délégation est dotée d'une personne de référence, formée à la sauvegarde de l'enfant, qui garantit le respect de la PSE, conseille et assiste le personnel dans la mise en œuvre des procédures, et assure le lien avec le siège lors d'incidents. En 2017, le secteur Gestion des risques a recruté une personne supplémentaire – le *Roving Risk Specialist* – autrement dit un employé itinérant, qui se déplace d'un terrain à l'autre pour faire appliquer les procédures en matière de gestion des risques et former le personnel local.

Pour préparer les collaborateurs à une situation de crise sévère, nous avons également organisé une simulation de gestion d'incident grave réalisée sur deux jours au siège avec une vingtaine de personnes clés dans la gestion de crises.

« Nos équipes doivent pouvoir continuer à travailler malgré la complexité des zones d'intervention. A nous de leur fournir les outils nécessaires pour opérer en toute sécurité. »

Baptiste Pocheluberry, spécialiste itinérant en gestion des risques

En 2018, nous entendons renforcer les connaissances de nos collaborateurs par le développement d'une formation en ligne et la mise en œuvre des mesures de sauvegarde de l'enfant à travers la création de groupes de travail par région.



Politique de Sauvegarde de l'Enfant

Terre des hommes est reconnue depuis le début des années 2000 comme étant l'une des organisations d'aide à l'enfance les plus avancées en terme de sauvegarde des enfants, et ceci au niveau mondial. A ce titre, la Fédération Internationale Terre des Hommes est certifiée par l'organisation indépendante *Keeping Children Safe* devenant un exemple à suivre dans le secteur de la solidarité internationale.



Standards Minimums pour la Protection de l'Enfance

En tant que membre de l'Alliance pour la protection de l'enfance dans l'intervention humanitaire, nous codirigeons, avec Save the Children, un groupe de travail sur la mise en œuvre des Standards Minimums pour la Protection de l'Enfance (CPMS en anglais) à travers le monde entier. Nous fournissons un soutien technique pour veiller à l'efficacité des efforts visant à préserver les enfants de la violence et de l'exploitation. En 2016 et 2017, nous avons développé une stratégie d'institutionnalisation de ces standards au sein de nos propres politiques et pratiques à travers cinq pays pilotes – Afghanistan, Egypte, Kenya, Népal, Ukraine – et engagé deux personnes de référence au niveau régional en Afrique de l'Ouest et en Asie.



Renforcement des méthodes et outils de collecte

En 2017, le secteur Qualité et Redevabilité a continué à œuvrer pour la structuration et le renforcement des équipes en matière de gestion du cycle de projet (GCP), gestion de l'information, méthodes et outils de collecte de données. Durant l'année, 65 collaborateurs en provenance de 20 délégations ont bénéficié d'une formation en Monitoring et Evaluation, Collecte mobile de données. Un nouveau guide sur la gestion de projets dans l'urgence et les crises humanitaires a été développé ainsi que différents outils méthodologiques et didactiques comme par exemple la *boîte à outil GCP en urgence et crises humanitaires*, le *pack méthodologique sur les enquêtes* ou encore les *indicateurs de résultats pragmatiques*. Toutes ces ressources sont disponibles sur www.tdh-qa-unit.com et www.mdc-toolkit.org.



Nos projets en 2017

Pays	Programmes	Nombre de bénéficiaires	Nombre d'employés*	Budget en CHF	Pays	Programmes	Nombre de bénéficiaires	Nombre d'employés*	Budget en CHF
Afghanistan		111'510	168	4'363'756	Kenya		110'922	50	2'415'774
Albanie		14'813	23	1'602'624	Kosovo		3'095	13	449'712
Bangladesh		432'660	212	2'472'950	Liban		91'894 ⁽⁴⁾	105	4'325'029
Brésil		6'172	13	449'591	Mali		243'770	98	2'667'514
Burkina Faso		1'016'747	125	6'281'512	Maroc		427	1	174'734
Burundi		4'684	40	1'526'425	Mauritanie		55'101	28	810'031
Colombie		26'627	41	1'100'017	Moldavie		11'197	16	472'124
Côte Sud Pérou & Paraguay		2'431	15	611'475	Myanmar		21'896	56	849'368
Egypte		105'658	46	2'526'020	Népal		36'819	25	1'091'991
Equateur		15'062	9	847'486	Nicaragua		1'163	3	174'539
Golfe de Guinée (Togo, Bénin, Nigéria)		22'444 ⁽¹⁾	47	1'741'853	Nigéria		40'782	46	198'000
Grèce		4'003 ⁽²⁾	151	6'053'213	Palestine		3'614	15	1'099'879
Guinée		60'995	21	1'014'741	Panama		968	4	684'621
Haïti		80'259	51	2'318'852	Roumanie		16'271	20	1'418'565
Hongrie		8'047 ⁽³⁾	11	1'595'499	Sénégal		717	8	328'292
Inde		52'521	15	1'019'689	Soudan du Sud		106'836	47	3'088'675
Irak		426'822	153	18'531'359	Suisse		237	161	
Jordanie		13'399	66	2'797'254	Ukraine		7'694	43	793'711

* Expatriés et nationaux

⁽¹⁾ Ce résultat comprend le nombre de personnes soutenues en Côte d'Ivoire et Ghana

⁽²⁾ Ce résultat comprend le nombre de personnes soutenues en Macédoine et Bulgarie

⁽³⁾ Ce résultat comprend le nombre de personnes soutenues en Bosnie, en Croatie et en Serbie

⁽⁴⁾ Ce résultat comprend le nombre de personnes soutenues en Syrie

Légende



Aide humanitaire
p.10-15



Protection
p.16-23



Santé
p.24-29



Migration



Justice juvénile



Lutte contre l'exploitation
des enfants



Systèmes de protection**



Santé mère-enfant



WaSH***



Soins spécialisés

** Les systèmes de protection incluent l'ensemble des procédures, lois, politiques et services mobilisés pour la protection et l'amélioration du bien-être des enfants, y compris en prévention.

*** WaSH signifie *Water, Sanitation and Hygiene* – Eau, Assainissement et Hygiène. Cette thématique s'intègre dans des projets multisectoriels de santé, de protection et d'urgence.



L'année 2017 a été une année de croissance maîtrisée de nos projets et qui a conduit à un niveau d'activité dépassant les 100 millions de francs suisses (CHF) pour la première fois dans l'histoire de Tdh. Nous avons enregistré des recettes totales de CHF 102 millions contre CHF 78,9 millions en 2016 (+ 29%). Les charges ont augmenté à CHF 105,3 millions par rapport aux CHF 83 millions en 2016 (+ 27%).

L'année 2017 s'inscrit dans la continuité du renforcement de notre organisation dans le cadre du déploiement de notre plan stratégique 2016-2020. Nous constatons un résultat d'exploitation de CHF -3,2 millions, en partie compensé grâce au soutien du grand public ainsi que par les résultats de nos placements immobiliers et financiers. Le résultat net est de CHF -1,6 million, légèrement meilleur que ce que prévoyait le budget. Ce résultat en ligne avec notre planification financière nous permet de poursuivre notre mission d'aide à l'enfance dans nos domaines de compétences stratégiques qui sont la protection, la santé et l'aide humanitaire.

86% des dépenses de la Fondation sont directement consacrées aux projets d'aide à l'enfance dans 48 pays. Nous confirmons la croissance de la Division Aide humanitaire à CHF 30,8 millions, soit plus du double du volume d'activité par rapport à 2016, en ligne avec les objectifs de notre plan stratégique.

Les charges d'administration générale (Finances, Informatique, Ressources humaines et Direction) de CHF 8,7 millions représentent 8,2% des dépenses totales. La recherche de fonds et la communication totalisent des charges de CHF 6 millions, soit 5,6% des dépenses totales. On obtient ainsi 13,8% de charges administratives totales, ce qui respecte le plafond stratégique des 17% défini par le Conseil de fondation pour 2017.

Un organe de révision indépendant (voir page 50) certifie que les comptes annuels présentés ci-après donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de Tdh, et que les dispositions relatives au label de qualité de la Fondation ZEWO – garantissant l'usage consciencieux des dons – sont respectées.

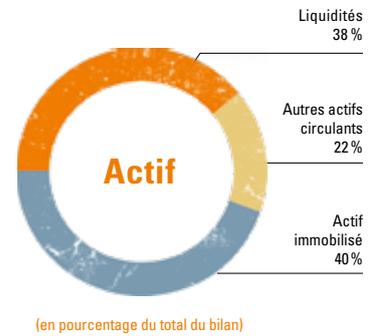
Thierry Sabaux

Directeur du département Finances, Administration et IT

Bilan consolidé au 31 décembre 2017

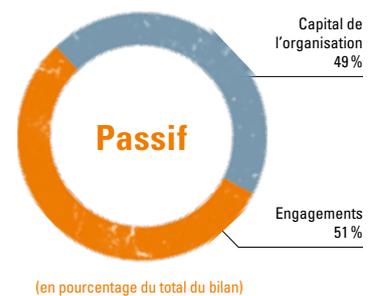
Actif

(en milliers de francs suisses)	Notes	2017	2016
Actif circulant		36'426	34'712
Liquidités	1	22'478	26'342
Créances	2	4'260	3'958
Financements à recevoir	3	9'575	4'339
Comptes de régularisation actif	4	113	73
Actif immobilisé		23'955	23'734
Immeubles de placement	5	22'796	22'440
Autres immobilisations corporelles	5	650	701
Immobilisations financières	6	371	390
Immobilisations incorporelles	7	138	203
TOTAL		60'382	58'447



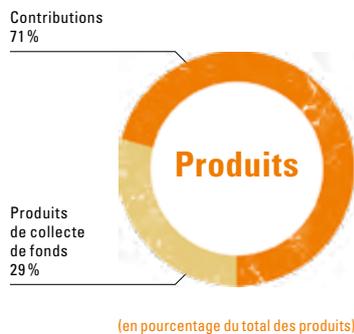
Passif

(en milliers de francs suisses)	Notes	2017	2016
Engagements à court terme		26'867	23'250
Créanciers	8	4'721	1'973
Financements reçus d'avance	9	13'947	14'779
Comptes de régularisation passif	10	5'763	3'823
Provisions à court terme	12	2'436	2'675
Engagements à long terme		3'875	3'970
Dettes à long terme portant intérêt	11	1'679	1'300
Provisions à long terme	12	2'196	2'670
Capital de l'organisation		29'640	31'227
Capital versé	5	5	5
Capital des fonds (fonds affectés)		1'784	1'212
Capital lié	13	2'485	2'282
Capital libre (génééré)		25'366	27'728
TOTAL		60'382	58'447



Au passif du bilan, la proportion du capital est largement disponible en liquidités en Suisse et sur le terrain et investie dans les immeubles de placement.

Compte de résultat consolidé 2017

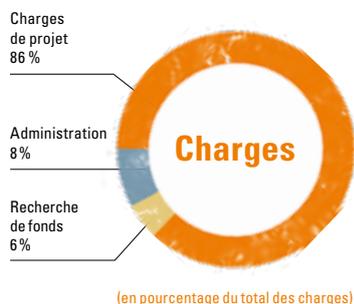


* Terre des hommes International Federation

Produits

(en milliers de francs suisses)	Notes	2017	2016
Collecte grand public		21'807	17'832
Dons périodiques		4'778	4'976
Vente d'oranges et journée des droits de l'enfant		869	886
Actions régionales		534	738
Dons non périodiques		1'388	1'222
Marketing Direct		8'753	7'770
Successions et legs		5'485	2'241
Collecte semi-institutionnelle		8'004	6'870
Institutions et fondations		6'296	5'227
Mécénat et entreprises		504	698
Cantons		1'204	944
Total des produits de collectes de fonds		29'811	24'702
Contributions		72'171	53'887
Mouvements partenaires TDHIF*		1'857	2'448
Chaîne du Bonheur		7'493	7'059
DDC (Confédération Suisse)	18	16'168	18'198
Recettes à l'étranger		17'352	15'244
Etats et organisations étrangers		29'301	10'938
Produits divers		71	303
TOTAL		102'053	78'891
dont Produits libres		22'684	14'953
dont Produits affectés		79'369	63'935

Charges



(en milliers de francs suisses)	Notes	2017	2016
Projets et programmes à l'étranger		87'240	69'464
Projets Afrique de l'Ouest		14'430	14'109
Projets Europe		5'543	8'364
Projets Moyen-Orient et Afrique du Nord		15'345	14'481
Projets Asie		5'106	5'689
Projets Amérique latine		6'237	6'103
Projets Crises humanitaires		31'402	12'945
Fonds innovation et Réserve opérationnelle		263	535
Programmes opérationnels suisses		1'204	1'189
Programmes thématiques		4'442	2'093
Appui aux projets – programmes		3'267	3'956
Réseaux et information		3'333	3'379
TDHIF* et Partenaires		492	593
Information et sensibilisation en Suisse		2'841	2'786
Recherche de fonds et Administration		14'745	10'263
Communication et recherche de fonds		6'015	5'670
Administration		8'730	4'593
TOTAL CHARGES OPÉRATIONNELLES	16	105'318	83'106
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL		-3'265	-4'214
Résultat financier	14	115	-178
Produits financiers		448	76
Charges financières		-333	-254
Autres résultats	15	1'130	6'731
Produits d'immeubles de placement		1'226	1'150
Réévaluation d'immeuble de placement		0	6'091
Charges d'immeubles de placement		-419	-511
Produits extraordinaires liés à la TVA		323	0
Impôts directs		-43	-49
Attribution aux provisions	12	474	-1'153
RÉSULTAT ANNUEL avant attribution/prélèvement au capital de l'organisation		-1'589	1'136
(+) Prélèvement (-) Attribution aux fonds affectés		-573	480
RÉSULTAT ANNUEL avant attribution au Capital + Réserves		-2'162	1'616
(+) Prélèvement (-) Attribution au capital lié	13	-203	-618
(+) Prélèvement (-) Attribution au capital libre (général)		2'365	-998
RÉSULTAT ANNUEL		0	0

Tableau de flux de trésorerie 2017

(en milliers de francs suisses)	Notes	2017	2016
RESULTAT ANNUEL avant attribution/prélèvement au capital de l'organisation		-1'589	1'136
Amortissements		331	383
Réévaluations		-	-6'091
Augmentation (+) / Diminution (-) Attribution aux provisions		-713	1'153
Augmentation (-) / Diminution (+) créances		-302	-657
Augmentation (-) / Diminution (+) financements à recevoir		-5'236	-359
Augmentation (-) / Diminution (+) comptes de régularisation actif		-40	-34
Augmentation (+) / Diminution (-) créanciers		2'748	-403
Augmentation (+) / Diminution (-) financements reçus d'avance		-832	5'251
Augmentation (+) / Diminution (-) comptes de régularisation passif		1'940	-272
Flux de fonds provenant de l'activité d'exploitation		-3'693	183
Investissement (-) en immobilisations corporelles	5	-570	-368
Désinvestissement (+) en participation	7	-	-
Investissement (-) en immobilisations financières	6	19	-7
Désinvestissement (+) d'immobilisations financières	6	-	-
Flux de fonds provenant de l'activité d'investissement		-551	-375
Augmentation des dettes à long terme portant intérêt		379	0
Flux de fonds provenant de l'activité de financement		379	0
AUGMENTATION (+) / DIMINUTION (-) DES LIQUIDITÉS		-3'864	-192
Liquidités au 1 ^{er} janvier		26'342	26'534
Liquidités au 31 décembre		22'478	26'342
AUGMENTATION (+) / DIMINUTION (-) DES LIQUIDITÉS		-3'864	-192

Ce tableau résume les provenances des fonds, en partant du résultat de la Fondation et des variations des postes de bilan qui reflètent les sources et les utilisations des fonds, pour aboutir à la variation de trésorerie.

Tableau de variation des fonds et du capital

(en milliers de francs suisses)	Solde au 31/12/2015			Solde au 31/12/2016			Solde au 31/12/2017
	Allocations	Utilisations		Allocations	Utilisations		
Capital versé	5	-	-	5	-	-	5
Capital des fonds (fonds affectés)	1'692	2'490	-2'970	1'212	4'316	-3'744	1'784
Réserve Europe de l'Est	-	11	-11	-	205	-5	200
Réserve Moyen-Orient	316	87	-189	214	205	-205	214
Réserve Afrique	43	183	-205	21	448	-194	275
Réserve Asie	130	127	-127	130	223	-223	130
Réserve Amérique Latine	290	150	-150	290	183	-183	290
Réserve Aide humanitaire	260	29	-29	260	51	-51	260
Réserve Santé	171	1'472	-1'643	-	1'704	-1'704	-
Réserve Vulnérabilité	-	258	-258	-	295	-295	-
Réserve Trafic & exploitation	-	43	-43	-	38	-38	-
Crise des réfugiés	270	111	-296	85	554	-554	85
Crise Froid des Balkans	-	-	-	-	385	-267	118
Réserve projets hors axe prioritaire	213	19	-19	213	25	-25	213
Capital lié	1'664	730	-112	2'282	465	-262	2'485
Indemnités de fin de contrat	1'664	-	-112	1'552	465	-262	1'752
Risque pour différence de change	-	450	-	450	-	0	450
Tdh UK	-	280	-	280	-	-	280
Capital libre (généré)	26'730	998	-	27'728	-	-2'365	25'366
CAPITAL DE L'ORGANISATION	30'091	4'218	-3'082	31'227	4'781	-6'371	29'640

Annexe aux comptes consolidés pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2017

Présenté en millier de francs suisses

1/ Principes comptables et de présentation des comptes

a) Généralités

La présentation des comptes consolidés de Terre des hommes – Aide à l'enfance dans le monde – Fondation « Terre des hommes » se base sur le concept global des recommandations de Swiss GAAP RPC (respect du cadre conceptuel, des RPC fondamentales et des autres Swiss GAAP RPC). Cette présentation offre une image conforme à la réalité tant de la situation patrimoniale et financière, que des recettes de l'organisation (true and fair view). Les comptes consolidés sont conformes à la loi suisse, aux prescriptions de la Fondation ZEWO (Bureau central suisse des œuvres de bienfaisance), ainsi qu'aux statuts de la Fondation.

Les comptes consolidés sont basés sur les comptes annuels des entités consolidées au 31 décembre 2017 qui ont été établis selon des principes uniformes. Toutes les entités consolidées clôturent leurs comptes au 31 décembre.

Les comptes consolidés sont préparés selon le principe des coûts historiques (valeurs d'acquisition) et présentés en milliers de francs suisses (KCHF), de ce fait, il se peut que des différences dues aux arrondis soient constatées dans certains totaux.

Les principes de présentation et d'évaluation correspondent à ceux des exercices précédents. Il n'y a pas eu de modification significative dans les hypothèses et dans les estimations sur lesquelles reposent les comptes annuels. Le Conseil de fondation a approuvé les comptes consolidés de Terre des hommes en sa séance du 27 avril 2018.

b) Périmètre de consolidation

Les comptes consolidés contiennent les comptes annuels des entités du groupe dans lesquelles Terre des hommes détient directement ou indirectement 50% des droits de vote ou plus (critère du contrôle).

La société immobilière Rumine-Lucinge C. S.A., sise à 1003 Lausanne est intégrée dans les comptes consolidés selon la méthode de l'intégration globale. Cette société est détenue à 100%.

Au cours de l'exercice 2017, le périmètre de consolidation n'a connu aucune modification.

c) Principes de consolidation

Conformément à la méthode de l'intégration globale, les actifs et les passifs sont repris à 100%.

La consolidation des capitaux est effectuée selon la méthode de l'acquisition. A la date de la première consolidation, les actifs et les dettes des filiales nouvellement consolidées sont évalués à la juste valeur. Le goodwill

résultant de cette réévaluation (différence entre le coût d'acquisition et les actifs nets repris à la juste valeur) est porté à l'actif et amorti de manière linéaire avec effet sur le résultat sur une période de cinq ans.

Les engagements, créances, charges et produits entre les entités consolidées sont éliminés. Les transactions internes au groupe sont effectuées en principe aux conditions du marché.

d) Conversion des devises étrangères

Les transactions en monnaies étrangères sont converties aux taux moyens du mois de comptabilisation.

Les avoirs et les engagements en monnaies étrangères du bilan au 31 décembre sont convertis en francs suisses aux taux en vigueur au 31 décembre. Les résultats de ces conversions sont comptabilisés dans le résultat financier.

e) Liquidités

Les avoirs en caisse, sur les comptes postaux, sur les banques au siège et à l'étranger figurent au bilan à leur valeur nominale.

f) Titres

Les titres sont inscrits au bilan à leur valeur de marché à la date de clôture.

Les placements sont effectués conformément au règlement sur les placements de Terre des hommes, d'abord dans le but d'une conservation de la valeur, puis dans celui d'un rendement convenable par rapport à l'état du marché, seules les obligations évaluées double ou triple A sont autorisées. Pour les autres titres provenant de succession, le principe de vente immédiate est adopté, pour autant que les titres puissent être vendus. Les titres non négociables sont provisionnés.

g) Créances et comptes de régularisation d'actif

Les créances et les comptes de régularisation d'actif sont indiqués à leur valeur nominale, déductions faites des corrections de valeur nécessaires.

h) Immeubles de placement et autres immobilisations corporelles

Les immeubles de placement figurent au bilan à leur valeur vénale selon l'estimation établie par un bureau d'expert membre de la chambre suisse d'experts en estimation immobilière. Nous réaliserons une nouvelle estimation tous les 5 ans au minimum.

Les autres immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition, après déduction des amortissements calculés selon la méthode linéaire, en fonction des durées d'utilisation usuelles :

Machines, véhicules et matériel	33,33 %
Installation et matériel informatique	33,33 %
Immobilisations à l'étranger (1)	Amortissement direct

1) Terre des hommes utilise du matériel et des véhicules dans le cadre de ses projets conduits à l'étranger; ce matériel et ces véhicules sont comptabilisés en charges lors de leur acquisition, et ne sont donc pas activés au bilan. Cette situation se justifie du fait de l'instabilité des contextes et des conditions difficiles dans lesquels opère Terre des hommes, qui rendent difficile la fixation de leur durée d'utilisation, en général courte, et de leur valeur résiduelle.

i) Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont portées au bilan à leur valeur d'acquisition en tenant compte des corrections de valeur nécessaires.

j) Provisions

Les provisions représentent la valeur de sorties de fonds futures résultant d'événements passés, se produisant sans contre-prestation. Une estimation fiable du montant de la provision peut être effectuée. Ces provisions sont séparées en court terme si l'utilisation est estimée à moins de douze mois, au-delà les provisions sont affectées en long terme.

k) Reconnaissance des produits

Collecte grand public

Les produits provenant des collectes de fonds grand public sont comptabilisés lorsqu'ils sont définitivement acquis par Terre des hommes. Ils sont considérés comme fonds libre, sauf avis contraire de la part du donateur. Les fonds qui n'ont pas été utilisés en fin d'année sont présentés sous la rubrique **capital des fonds** au bilan.

Contrats de financement

Les produits provenant de contrats de financement passés avec des bailleurs de fonds (Gouvernements, Fondations, Cantons, entreprises et autres) sont comptabilisés en produits l'année où sont encourues les dépenses financées. Les montants reçus pour un projet précis, qui n'ont pas été utilisés à la date de clôture des comptes et qui le seront

dans les années à venir et dès lors qu'il existe des stipulations contractuelles spécifiant la possibilité de retourner cet actif au bailleur, sont enregistrés sous la rubrique des engagements au bilan **Financements reçus d'avance**.

Les montants non reçus pour un projet précis dont les dépenses financées sont engagées à la date du bilan sont enregistrés sous la rubrique du bilan **Financements à recevoir**.

La partie du financement à recevoir pour des contrats de financements signés et couvrant les périodes futures est mentionnée comme **Actif conditionnel** dans la note 3.

Les engagements budgétaires liés aux contrats de financement sont considérés comme engagements conditionnels.

Legs

Les produits des legs et successions acceptés mais non réalisés sont considérés comme des actifs éventuels. Ils seront comptabilisés comme revenus lorsqu'ils seront effectivement transférés à Terre des hommes, qui en acquerra ainsi le contrôle.

Autres produits

Tous les autres produits encaissés sans mention particulière sont comptabilisés en produits non affectés. En cas de non utilisation, le solde est attribué au capital libre (général).

l) Valorisation des gratuités

Les gratuités reçues en prestations et marchandises sont évaluées au prix le plus bas du marché concerné. Les contributions de travail bénévole en Suisse sont évaluées à CHF 25.- l'heure, toutefois ces dernières font l'objet uniquement d'une information dans l'annexe.

m) Impôts

Terre des hommes est soumise à la TVA depuis le 1^{er} janvier 2010, mais exempté d'impôts directs sur le revenu selon décision de décembre 1998. Cette décision n'est soumise à aucune condition. La société Rumine – Lucinge C SA est soumis aux impôts directs. Le taux utilisé est de 29.64%.

n) Reclassements

La direction reclasse certains pays dans le secteur Aide humanitaire lors d'une intervention d'urgence dans un contexte où Terre des hommes y est déjà présente. Dès lors le pays en question est sorti de sa zone pour y être mis sous Projets Crises humanitaires durant le temps d'intervention.

Commentaires relatifs aux états financiers

1/ Liquidités

(en milliers de francs suisses)	31/12/2017	31/12/2016
Caisses	24	28
Comptes de chèques postaux	3'552	4'965
Banques	4'415	9'354
Total liquidités Siège	7'991	14'348
Caisses	460	382
Banques	14'026	11'613
Total liquidités à l'étranger	14'486	11'995
	22'478	26'342

2/ Créances

Débiteurs au Siège	598	459
Débiteurs TVA	2'480	2'673
Débiteurs à l'étranger	1'182	826
	4'260	3'958

3/ Financements à recevoir

Collecte de fonds des Groupes Bénévoles	0	59
Débiteurs AFC taxe sur la valeur ajoutée	864	0
Contributions DDC (Confédération suisse)*	360	168
Baillleurs de fonds	4'709	3'502
Baillleurs de fonds à l'étranger	3'642	610
	9'575	4'339

Financement à recevoir (actif conditionnel)

2017	-	18'216
2018	44'103	6'264
2019	6'473	3'557
	50'576	28'037
Exposition en USD	6'653	6'037
Exposition en EUR	5'165	11'511

* Direction du Développement et de la Coopération.
En 2017, KCHF 65 concernent le contrat Wash Consortium Helvetas (2016: KCHF 35)

4/ Comptes de régularisation d'actif

Charges payées d'avance	42	2
Impôts anticipés	71	71
	113	73

5/ Immobilisations corporelles

(en milliers de francs suisses)	Immeubles de placement		Immobilisations corporelles	
	2017	2016	2017	2016
Valeurs comptables nettes au 1^{er} janvier	22'440	16'475	701	523
Valeurs d'acquisition				
Situation au 1 ^{er} janvier	22'440	21'148	3'796	3'302
Entrées	356	0	214	368
Entrées <i>succession</i>	0	0	0	0
Réévaluation	0	1'292	0	126
Situation au 31 décembre	22'796	22'440	4'010	3'796
Amortissements cumulés				
Situation au 1 ^{er} janvier	0	-4'674	-3'095	-2'779
Amortissements	0	0	-265	-316
Réévaluation par annulation d'amortissement	0	4'674	0	0
Situation au 31 décembre	0	0	-3'360	-3'095
Valeurs comptables nettes au 31 décembre	22'796	22'440	650	701

Immeubles de placement

Détail des immeubles de placement	Valeurs comptables nettes au 31/12/2017	Valeurs comptables nettes au 31/12/2016
Le Mont sur Lausanne	8'830	8'830
Chaumière 08, Lausanne	2'780	2'780
Chaumière 12, Lausanne	2'870	2'870
Lucinge 12, Lausanne	7'960	7'960
Travaux en cours Chaumière 12	356	0
	22'796	22'440

Autres immobilisations corporelles

Détail des autres immobilisations corporelles	Valeurs comptables nettes au 31/12/2017	Valeurs comptables nettes au 31/12/2016
Infrastructure informatique	188	296
Autres immobilisations corporelles	77	20
Actif destiné à la vente*	385	385
	650	701

* Dans le cadre d'une succession, Terre des hommes a hérité le 50% d'un appartement en usufruit. Terre des hommes projette de le vendre au terme de l'usufruit.

6/ Immobilisations financières*

Détail des immobilisations financières	2017	2016
Dépôts et garanties	301	247
Dépôts titres provenant d'une succession	70	143
	371	390

* Les immobilisations financières sont portées au bilan à leur valeur d'acquisition en tenant compte des corrections de valeur nécessaires.

7/ Immobilisations incorporelles – Goodwill

(en milliers de francs suisses)	2017	2016
Valeurs comptables nettes au 1^{er} janvier	203	290
Valeurs d'acquisition		
Situation au 1 ^{er} janvier	336	336
Entrées	0	0
Entrées « succession »	0	0
Situation au 31 décembre	336	336
Amortissements cumulés		
Situation au 1 ^{er} janvier	-132	-66
Amortissements	-66	-67
Réévaluation	0	0
Situation au 31 décembre	-198	-132
Valeurs comptables nettes au 31 décembre	138	203

8/ Créanciers

	31/12/2017	31/12/2016
Créanciers au Siège	3'519	1'751
Créanciers à l'étranger	1'202	222
	4'721	1'973

9/ Financements reçus d'avance

Financements reçus d'avance DDC (Confédération suisse) *	827	973
Financements reçus d'avance autres bailleurs	7'031	11'736
Financements reçus d'avance à l'étranger	6'089	2'070
	13'947	14'779

* Direction du Développement et de la Coopération. En 2017, KCHF 0 concernent le contrat Wash Consortium Helvetas (2016 : KCHF 172)

10/ Comptes de régularisation passif

Charges à payer au Siège	2'447	1'784
Produits reçus d'avance	26	15
Délimitation vacances non prises	515	349
Charges à payer à l'étranger	2'775	1'675
	5'763	3'823

11/ Dettes à long terme portant intérêt

Emprunt hypothécaire – UBS SA	1'679	1'300
	1'679	1'300

Actifs engagés en garantie des dettes de la société ainsi qu'actifs grevés d'une réserve de propriété

Immeuble – Lucinge 12, Lausanne	7'960	7'960
Constitution de gage	1'500	1'500
Cédule en 1 ^{er} rang	1'300	1'300
Cédule en 2 ^e rang	200	200
Utilisation de gages	1'300	1'300

12/ Provisions

(en milliers de francs suisses)	Provision à court terme		Provision à long terme	
	2017	2016	2017	2016
Valeurs comptables nettes au 1^{er} janvier	2'675	2'242	2'670	1'950
Risque lié à l'assujettissement TVA	-239	433	-	-
Risque d'audit Burkina Faso	-	-	-	-280
Risque d'audit sur financement institutionnel	-	-	-474	1'000
Valeurs comptables nettes au 31 décembre	2'436	2'675	2'196	2'670

13/ Capital lié

Indemnités de fin de contrat : Ces réserves sont utilisées pour couvrir les indemnités en faveur du personnel local en cas de fermeture non prévue de projets à l'étranger.

Risque pour différence de change : Ces réserves sont utilisées pour couvrir les différences de changes sur nos liquidités.

Tdh UK : Ces réserves permettent à Tdh UK de lever des fonds auprès des bailleurs institutionnels britanniques.

14/ Résultat financier

(en milliers de francs suisses)	31/12/2017	31/12/2016
Intérêts	18	10
Gains de change réalisé	17	66
Produits de change non réalisés	414	0
Produits financiers	448	76
Frais financiers	-96	-104
Pertes de change réalisées	-79	-150
Pertes de change non réalisées	-158	0
Charges financières	-333	-254
RÉSULTAT FINANCIER	115	-178

15/ Autres résultats

(en milliers de francs suisses)	31/12/2017	31/12/2016
Loyers	1'226	1'150
Produits d'immeuble de placement	1'226	1'150
Plus-value sur immeuble Le Mont sur Lausanne	0	5'965
Plus-value sur appartement en usufruit Les Uttins	0	126
Total réévaluation actifs immobilisés	0	6'091
Charges	-419	-511
Charges d'immeuble de placement	-419	-511
Produits extraordinaires liés à la TVA	865	0
Charges extraordinaires liées à la TVA	-542	0
Total Produits et charges extraordinaires	323	0
RÉSULTAT FINANCIER	1'130	6'731

16/ Coûts globaux

(en milliers de francs suisses)	Charges de projets	Réseaux & Information	Recherche de fonds	Administration	Charges réparties	TOTAL charges 2017	TOTAL charges 2016
Charges directes de projet	31'626	3	3	362	0	31'994	25'849
dont Contributions partenaires	6'784	0	0	312	0	7'096	9'524
Charges du personnel	42'452	1'116	2'730	6'297	223	52'818	42'221
dont Frais de recrutement	52	0	0	21	29	102	56
Frais de formation	263	0	0	6	0	269	229
Frais de déplacement	1'964	0	112	275	59	2'410	1'489
Charges d'exploitation	12'671	2'116	3'071	1'556	1'034	20'448	15'396
dont Frais locaux, assurances, véhicules	7'544	0	15	143	708	8'410	6'080
Frais administratifs et informatiques	4'913	492	2'109	1'383	39	8'936	5'521
Frais campagnes collecte de fonds	504	0	2'570	23	23	3'120	3'242
Amortissements	0	0	0	66	264	330	380
Charges et produits hors exploitation	9	0	-5	-14	0	-10	-428
Frais à répartir	482	98	215	463	-1'257	1	0
TOTAL DES CHARGES	87'240	3'333	6'014	8'730	0	105'318	83'106

Risque d'audit institutionnel : Selon l'estimation faite par le Département des finances, la provision de KCHF 1'000 a été ramenée à KCHF 526 en fonction de la réévaluation du risque lié aux dépenses non éligibles sur nos contrats bailleurs.

Provision TVA : L'Administration fédérale des contributions (AFC) a rendu sa décision en date du 8 janvier 2018. Les conditions sont aujourd'hui clairement définies et les années 2010 à 2012 bouclées par le remboursement de l'impôt dû. Terre des hommes doit produire les décomptes pour les années 2013 à 2017 selon la décision rendue et le montant dû n'est pas connu au moment de l'établissement des comptes. La provision subsiste donc pour les années 2013 à 2017.

Provision pour impôt latent sur la réévaluation : Il s'agit de la provision pour impôt latent calculé suite à la réévaluation de l'immeuble propriété de la Société immobilière Lucinge C SA entre la valeur comptable et l'estimation de l'expert.

17/ Gratuités reçues

(en milliers de francs suisses)	2017	2016
Prestation de transport et d'acheminement pour le service des soins spécialisés aux enfants	361	342
Accompagnement bénévole pour le service des soins spécialisés aux enfants	2'495	2'447
Bénévolat du Bureau et du Conseil de Fondation	42	36
Bénévolat et service provenant de l'activité de nos Groupes bénévoles	1'750	1'862
TOTAL	4'648	4'687
% des recettes d'exploitation de la Fondation	4.55%	5.94%

18/ Détail des contributions de la DDC*

(en milliers de francs suisses)	2017	2016
Contributions de programme Développement	9'500	10'000
Contributions de programme		
Aide aux pays de l'Est	500	500
Aide humanitaire	0	1'400
Helvetas wash consortium	436	572
Autres: mandats	5'732	5'726
TOTAL	16'168	18'198

* Direction du Développement et de la Coopération de la Confédération suisse

19/ Indemnités versées aux membres des organes responsables

Le bureau du Conseil et le Conseil de fondation travaillent bénévolement. Ils reçoivent une indemnité forfaitaire pour leur frais lors des séances. En 2017, un montant total de KCHF 21 (dont KCHF 10 pour le président) a été alloué aux 17 membres pour leurs frais liés à leur participation à 2 séances du Conseil de fondation et 6 séances du bureau du Conseil (2016: KCHF 21 dont KCHF 10 pour le président). La masse salariale des 8 membres de la direction représente un montant de KCHF 1'132 pour l'année 2016 (2016: KCHF 751 comprenant 5 membres).

20/ Prévoyance professionnelle

Les collaborateurs de la Fondation Terre des hommes sous contrat de droit suisse et soumis obligatoirement aux assurances sociales suisses – à savoir 180 personnes (2016: 148) sur un total de 1930 collaborateurs (2016: 1726) au 31 décembre 2017 – sont assurées contre les conséquences économiques de l'âge, de l'invalidité et du décès auprès la Fondation Commune BCV deuxième pilier à Lausanne selon un plan de prévoyance, dit *en primauté des cotisations*. L'employeur ne garantit pas les prestations de prévoyance. Le plan de prévoyance est financé par les cotisations de la Fondation Terre des hommes et de ses collaborateurs. Les cotisations de l'employeur sont comptabilisées pour la période dans laquelle elles ont été acquittées. Les risques sont assurés par la Fondation Commune.

Les avantages (actifs)/engagements (passifs) économiques et charges de prévoyance inhérentes au plan de prévoyance se présentent comme suit :

(en milliers de francs suisses)	2017	2016
Le taux de couverture	non communiqué	107.8%
Part économique de Terre des hommes	Aucune	Aucune
Variation par rapport à l'année précédente/ différence enregistrée avec effet sur le résultat de l'exercice	Aucune	Aucune
Charges de prévoyance en tant que partie des frais de personnel, en KCHF	1'272	1'056

21/ Collaborateurs

En 2017, Terre des hommes employait 180 collaborateurs en Suisse et 127 à l'étranger au bénéfice d'un contrat suisse (2016: 143 en Suisse et 88 à l'étranger). 1623 collaborateurs sont engagés par les délégations de Terre des hommes via ses projets à l'étranger (2016: 1583 collaborateurs).

22/ Honoraire de l'organe de révision

(en milliers de francs suisses)	2017	2016
Prestation de révision	64	64
Autres prestations	0	7
TOTAL	64	71

Rapport de l'organe de révision sur les comptes consolidés

Au Conseil de fondation de Terre des hommes – Aide à l'enfance dans le monde – Fondation, Lausanne

Lausanne, le 20 avril 2018

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de Terre des hommes – Aide à l'enfance dans le monde – Fondation, comprenant le bilan, le compte de résultat, le tableau de variation des fonds et du capital, le tableau des flux de trésorerie et l'annexe (pages 41 à 49) pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2017. Conformément à Swiss GAAP RPC 21, les informations contenues dans le rapport de performance ne sont soumises à aucune obligation de vérification par l'organe de révision.

Responsabilité du Conseil de fondation

La responsabilité de l'établissement des comptes consolidés, conformément aux Swiss GAAP RPC, aux dispositions légales et aux statuts incombe au Conseil de fondation. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil de fondation est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes consolidés. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes consolidés puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés, pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes consolidés dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes consolidés pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2017 donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats, en conformité avec les Swiss GAAP RPC, et sont conformes à la loi suisse et aux statuts.

Rapport sur d'autres dispositions légales

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR) et d'indépendance (art. 83b al. 3 CC en liaison avec art. 728 CO) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance. Conformément à l'article 83b al. 3 CC en liaison avec l'article 728a al. 1 chiffre 3 CO et à la Norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés, défini selon les prescriptions du Conseil de fondation.

Nous recommandons d'approuver les comptes consolidés qui vous sont soumis.

Ernst & Young SA



**Karine Badertscher Chamoso,
Experte-réviser agréée (Réviser responsable)**



Jérémie Rouillard



Conseil de fondation

Au 27 avril 2018

Le Conseil de fondation est composé de représentants du réseau de bénévoles et de personnes compétentes dans les domaines du travail humanitaire, de la santé publique, des finances, du droit, du marketing et de l'économie. **Le Bureau du Conseil** assume les fonctions de contrôle dans l'organisation de la Fondation. Il est aussi responsable du suivi de l'activité courante, de l'administration et de l'utilisation des moyens de la Fondation, de la gestion des risques et du controlling.



Beat Mumenthaler
Président du Conseil et du
Bureau du Conseil – Avocat



Felix E. Bollmann
Vice-Président du Conseil et du
Bureau du Conseil – Économiste, ancien
Directeur de la Chaîne du Bonheur



Philippe Lienhard
Vice-Président du Conseil
et du Bureau du Conseil
Expert comptable



Patrick Aebischer
Membre du Conseil
Prof. de médecine, ancien
Président de l'EPFL



Charles Beer
Membre du Bureau du Conseil
Président de Pro Helvetia,
ancien Conseiller d'Etat



Christine Brosteaux
Membre du Bureau
du Conseil – Médecin



Marianne Cafilisch
Membre du Conseil
Pédiatre



Xavier Colin
Membre du Conseil
Journaliste



Pascal Couchepin
Membre du Conseil
Avocat, ancien Conseiller
fédéral



Philippe de Preux
Membre du Conseil
Economiste



Tamara Erez
Membre du Bureau
du Conseil – Avocate



Yvon Heller
Membre du Conseil
Pédiatre



Michel Mottiez
Membre du Conseil
Directeur RH



René Prêtre
Membre du Conseil
Chef de service du CHUV,
chirurgien cardiaque



Michel Roulet
Membre du Bureau
du Conseil – Pédiatre, ancien
chef de service du CHUV



Jean Zermatten
Membre du Bureau du Conseil
Juriste, ancien Président du Comité
des droits de l'enfant de l'ONU

Direction

Au 27 avril 2018



Vito Angelillo
Directeur général



Franck Eloi
Directeur Ressources
humaines



Steven Fricaud
Directeur Aide humanitaire



Marc Kempe
Directeur Communication
et Recherche de fonds



Pierre Philippe
Directeur Programmes et
Ressources techniques



Claudio Rini
Directeur Zones
géographiques



Thierry Sabaux
Directeur Finances, IT
et Administration



Jessica Schweizer
Directrice de la Stratégie

Nous tenons particulièrement à remercier...

Nos généreux donateurs en Suisse et à l'étranger

Nos partenaires

Aviation sans frontières, Caritas Allemagne, Centre d'enseignement et de recherche en action humanitaire de Genève (CERAH), Centre interfacultaire en droits de l'enfant (UNIGE), ChildFund Alliance, Comic Relief, Comité international olympique, Consortium Shiree, EPER, Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL), Institut BIOFOCE, Institut international des droits de l'enfant, Institut international pour l'environnement et le développement, International Rescue Committee, Kindernothilfe, London School of Hygiene & Tropical Medicine, Micronutriments initiative, Paléo, Plan UK, Plan USA, Société vaudoise d'utilité publique (SVUP), Université de Genève.

Les hôpitaux en Suisse : CHUV (Lausanne), Hôpital Riviera-Chablais (Aigle), HUG (Genève), Inselspital (Berne), en Espagne (Madrid, Séville, Pampelune, Malaga, Cordoue, La Corogne) et en France (Lille).

Nous remercions particulièrement la Fédération Internationale Terre des Hommes (FITDH), ses membres et son Secrétariat international, ainsi que Terre des hommes Valais et Terre des hommes UK.

Les bailleurs institutionnels et les agences onusiennes

Agence espagnole de coopération internationale pour le développement, Agence française de développement, Austrian Development Cooperation, Coopération belge au développement, Agence allemande de coopération internationale (GIZ), La Chaîne du Bonheur (CdB), Commission européenne (EuropeAid et ECHO), Direction du Développement et de la Coopération (DDC), Fédération vaudoise de coopération (FEDEVACO), Lotteriefonds-Kanton Zürich, Ministère de la Santé – Burkina Faso, Netherlands Ministry of Foreign Affairs, Service liechtensteinois de développement, Service de coopération française, Office of US Foreign Disaster Assistance (OFDA), Ministère du développement international du Royaume-Uni (DFID), UK International Organisation for cultural relations and educational opportunities, Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID), Département du Travail des Etats-Unis (DOL), Bureau de la Population, des Réfugiés et des Migrations du Département d'Etat américain.

Iraq Humanitarian Fund (IHF), Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH), Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), Programme des Nations Unies pour le

développement (PNUD), Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), Programme alimentaire mondial (PAM), Organisation mondiale de la Santé (OMS).

Les ambassades d'Allemagne, Canada, États-Unis d'Amérique, France, Pays-Bas, Suisse.

Les cantons, les communes et organisations locales

Appenzell Rhodes-Extérieures, Argovie, Arlesheim, Bâle-Campagne, Delémont, Echandens, Fribourg, Genève, Glaris, Grisons, Heimberg, Lucerne, Muttentz, Nidwald, Oberentfelden, Schaffhouse, Thurgovie, Uri, Zurich et les nombreuses autres communes et paroisses qui nous ont soutenus.

Les fondations

Bill and Melinda Gates Foundation, Carl und Elise Elsener-Gut Stiftung, Christa Foundation, Ernst Göhner Stiftung, Fondation Alfred et Eugénie Baur, Dr. Ernst-Günther Bröder Stiftung, Fondation Alta Mane, Fondation Comtesse Moira, Fondation d'aide à l'enfance et au tiers-monde (FAET), Fondation de bienfaisance du groupe Pictet, Fondation Gourgas, Fondation Grand d'Hauteville, Fondation Le Petit Cœur, Fondation Lusavi, Fondation Madeleine, Fondazione Montarina, Fondation Philanthropia – Lombard Odier, Fondation Tamie, Fondation UEFA pour l'enfance, Fondation Vajra, Gebauer Stiftung, Green Leaves Education Foundation, IKEA Foundation, Institut tropical et de santé publique suisse, Loterie romande, Medicor Foundation, Novartis Foundation, Oak Foundation, Rosa und Bernhard Merz Stiftung, Sinoma Foundation, Smartpeace Foundation, The Peter Cundill Foundation et toutes les autres fondations qui souhaitent rester anonymes.

Les entreprises

Axa, Bindella Terra Vita Vite SA, COOP, Dcarte Engineering SA, Démarche Société Coopérative, DPD (Suisse) SA, Elcotron SA, Ericsson SA, Genève Aéroport, Groupe Payot, ISS Facility Services SA, Pharmacieplus SA, Phida Invest SA, SICPA SA, SGA/APG SA, TEXAID Textilverwertungs SA.

Chaque enfant
dans le monde a le droit
d'être un enfant,
tout simplement.



Siège | Hauptsitz | Sede | Headquarters
Av. Montchoisi 15, CH-1006 Lausanne
T +41 58 611 06 66, F +41 58 611 06 77
E-mail: info@tdh.ch, CCP: 10-11504-8

 www.tdh.ch
 www.facebook.com/tdh.ch
 www.twitter.com/tdh_ch
 www.instagram.com/tdh_ch



Terre des hommes
Aide à l'enfance.